

SOMMAIRE

Le Roi Albert à La Panne
De mon temps...
En quelques lignes...
Les tentatives de Paix de l'Empereur Charles
Pourquoi j'ai écrit Bérintzenne
Le Prix populiste à une femme belge
Xénophon, M. Delatte et l'humanisme

L. DUMONT-WILDEN
Baronne A. de PITTEURS
* * *
Comte A. POLZER-HODITZ
Vicomte DAVIGNON
Jeanne CAPPE
Marcel DE CORTE

Les idées et les faits : Chronique des idées : « Les Vertus bourgeoises », Mgr J. Schyrgens.

La Semaine

Avec toute la Belgique patriote et loyaliste, nous nous réjouissons vivement du lien nouveau établi entre la Patrie et une Dynastie profondément aimée. Daigne Notre-Seigneur protéger et bénir le nouveau prince de notre Maison royale!

Vive le Roi! Vive la Reine! Vive Albert, prince de Liège!

Crise ministérielle. Elle était latente depuis quelque temps déjà. De quoi s'agit-il? Au fond, de savoir comment la Belgique nourrira, demain, ses huit millions d'habitants. Déflation dans toutes les manifestations de la vie belge, a décrété le Gouvernement. C'est-à-dire réduction du train de vie, diminution de nos prix de revient par des salaires baissés. Est-ce possible? Le pays apeuré, hésite. D'aucuns se demandent s'il n'est pas trop tard pour pratiquer, en ce moment, après que la crise a déjà imposé tant de restrictions et accumulé dettes et charges de toutes sortes, une politique énergique de déflation nécessaire. On vous explique que, devant les politiques monétaires des Etats-Unis, de l'Angleterre, du Japon, il ne nous reste qu'à combiner, à notre tour, une dévaluation de notre monnaie avec une déflation de toutes nos dépenses, publiques et privées. Il faut, dit-on, un sacrifice immédiat pour que la machine remarche. Ce sacrifice, profitable à toute l'économie belge, doit être celui qui coûte le moins au pays en ce moment. A en croire les partisans de cette politique, il paraîtrait que taxer les possesseurs de francs — sous toutes les formes — de 20 ou 30 % coûterait moins au pays qu'une déflation brutale des salaires et traitements, et autres mesures de déflation. Il y a trop d'endettés en Belgique, ajoute-t-on, pour que la situation puisse s'améliorer sans allègement de ces dettes et, d'autre part, la Belgique ne pourra travailler pour l'étranger — travail essentiel pour acquérir le pain quotidien — qu'à des prix de revient plus bas que ceux des concurrents, ce qui s'obtiendra plus facilement par une certaine dévaluation du franc que par une diminution actuelle des salaires. Le résultat final étant d'ailleurs le même : une vie plus modeste visant à satisfaire des besoins moins nombreux et plus limités.

Les adversaires de cette politique — et les journaux de ce matin, vendredi, annoncent qu'à l'unanimité la droite de la Chambre s'est déclarée opposée à toute dévaluation du franc — répondent que l'inflation n'est qu'une illusion créant une euphorie de courte durée; qu'elle est injuste parce qu'elle frappe uniquement l'épargne et que, de plus, elle est dangereuse parce que, minant la confiance dans le franc, elle peut entraîner loin...

Voilà, croyons-nous, le fond de la crise ministérielle.

Ajoutez-y le mécontentement — aussi regrettable qu'injustifié — contre M. Janson à propos de la loi sur l'emploi des langues en justice et le désir de certains « jeunes » libéraux de voir enfin la relève des « vieux » s'accomplir à leur profit.

Il y a, en Europe, depuis nos dernières notes hebdomadaires, d'une part deux dictatures de plus — en Bulgarie et en Lettonie —, d'autre part un nouvel Etat chrétien qui s'est solennellement affirmé comme tel : l'Autriche. Qui donc, il y a trente ans, au seuil

du siècle nouveau — celui qui verrait l'Humanité définitivement délivrée de l'obscurantisme dogmatique, marcher, rayonnante, sur la route sans fin du Progrès illimité, vers le Bonheur universel dans la Fraternité générale — qui donc eût osé prédire que la marée allait tourner? Que l'Europe allait évoluer dans un sens inverse de celui qu'annonçaient les prophètes? Que la Démocratie politique serait reniée et vomie, cette Démocratie émancipatrice, qui devait mener à l'apothéose de l'Homme! Regardons autour de nous : la dictature presque partout et même, là-bas, là où hier encore le marxisme le plus avancé régnait en maître, un Etat chrétien!

« Au nom du Dieu tout-puissant, de qui émane tout droit, le peuple autrichien, groupé dans un Etat chrétien et allemand, bâti sur une organisation corporative et fédérale, reçoit la présente Constitution. »

Ce majestueux préambule de la nouvelle Constitution autrichienne indique toute l'importance de l'œuvre entreprise par le vaillant chancelier Dollfuss et combien grande est la portée de l'expérience tentée sur les bords du Danube.

* * *

Évidemment, comme toute entreprise humaine, celle-ci ne va pas sans luttes acharnées; comme toute œuvre catholique, elle ne va pas sans une opposition violente de la part d'autres catholiques. Déjà en mars dernier, quelques catholiques français, une vingtaine d'écrivains, émus de voir un homme d'Etat catholique s'appliquer à remplir son devoir d'état en tenant tête aux forces révolutionnaires et aux pires ennemis de l'Eglise et de la Patrie, avaient adressé au président de la République autrichienne une « déclaration » dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle était aussi maladroite que ridicule.

« Nous tenons à exprimer la profonde douleur que nous avons ressentie du conflit sanglant qui a opposé en Autriche une partie du monde ouvrier et un gouvernement officiellement catholique. Par ailleurs un tel événement risque de faire porter au christianisme des responsabilités qui lui sont étrangères. Nous le regardons comme un malheur historique. »

Comment un Maritain a-t-il pu signer cela? Et si pourtant cette « partie du monde ouvrier » avait tort? Si elle voulait étendre à l'Autriche la dictature du prolétariat déjà pratiquement à l'œuvre à Vienne? Un gouvernement officiellement catholique ne peut donc se montrer énergique sans « risquer de faire porter au christianisme des responsabilités qui lui sont étrangères »? De peur de compromettre, on ne sait trop quel catholicisme tout guimauve et tout miel, un gouvernement catholique n'aurait donc qu'à abdiquer devant la révolution plutôt que de recourir à la force au service du droit? Le seul quotidien universitaire que le monde connaisse, journal qui « ne craint fors Dieu », n'affirmait-il pas, l'autre jour, que « la morale catholique n'a aucune excuse pour la violence »! Singulier catholicisme que celui qui diminue et dévirilise...

* * *

Et voilà que, pour reprendre les termes du *Peuple*, « l'Internationale syndicale chrétienne condamne le despote Dollfuss ». Il ne s'agit, en l'occurrence, que d'un article de M. Serrarens, le Hollandais secrétaire de la Confédération syndicale internationale chrétienne, dans l'organe officiel de cet organisme.

Il paraît, toujours d'après le *Peuple*, que le dit M. Serrarens « déclare ouvertement que les principes qui régissent la nouvelle Autriche n'ont rien de commun avec les principes chrétiens ». Excusez du peu! Que M. Serrarens soit adversaire du syndicat unique, libre à lui évidemment, mais s'il déclare, comme l'assure le *Peuple*, que l'idée de syndicat unique est un défi flagrant à tous les principes catholiques, il exagère. Quel sectarisme!

Certes, le monde nouveau qui se constitue sous nos yeux, ne s'établira pas sans heurts et sans excès. La tendance générale antiindividualiste et antilibérale est saine et salvatrice, et bien plus dans la ligne du catholicisme que la tendance démocratique et marxiste qui prédominait hier et dont l'Europe faillit mourir. Une économie nouvelle est en gestation qui rejettera les anciennes conceptions syndicalistes — socialistes et chrétiennes — basées sur la lutte des classes. Nous ne demandons pas à M. Serrarens de comprendre cette révolution imprévue, mais nous lui déniions le droit de solidariser son syndicalisme à lui et les principes chrétiens. Où donc M. Serrarens a-t-il trouvé que sa conception du syndicalisme — « l'union volontaire des travailleurs pour la défense de leurs intérêts économiques » — est la seule possible pour un catholique?

Elle est d'ailleurs assez audacieuse, sa définition! « Union volontaire », donc libre, si nous comprenons bien. Elle était jolie la liberté de l'ouvrier dans le syndicalisme marxiste de la Vienne rouge!

Ces considérations nous amènent tout naturellement à parler de la curieuse attitude de nombreux catholiques qui, non seulement prêchent la réforme des individus, mais mettent l'accent sur cette réforme-là, alors qu'il peut y avoir des heures — et à notre avis, nous vivons de pareilles heures — où le Bien commun demande que l'on mette l'accent sur la réforme du collectif, des institutions. S'il fallait ne s'occuper que de son perfectionnement à soi et du perfectionnement personnel des autres, il n'y aurait qu'à désespérer car, même si ces efforts devaient jamais aboutir à un perfectionnement assez généralisé des individus, ce ne serait que trop tard. Certes, il faut réformer les hommes, il faut les catéchiser, les convertir, les ramener à ce Christ mort pour eux et qui, seul, peut les conduire à leur fin. Mais comment? Ne négliger aucune action directe sur notre prochain immédiat, c'est entendu, mais les maux actuels demandent des solutions d'une autre envergure! S'il faut attendre que les hommes fussent meilleurs pour changer la société et les institutions, on ne fera rien, car rien de plus lent que ce perfectionnement-là. Le véritable problème de l'heure, nous insistons sur ce mot, est celui de savoir comment remplacer certaines institutions que nous subissons et qui corrompent — la démocratie politique, par exemple — par des institutions plus naturelles à l'homme, où le travail de perfectionnement des individus est plus aisé. Comme vient de l'exprimer très heureusement un jeune écrivain français de grand talent, M. Thierry Maulnier, « *Le salut du pays par la réforme individuelle est un mythe. Ce n'est pas par la réforme des individus qu'il faut suppléer à l'imperfection des lois, c'est par la vertu des lois qu'il faut suppléer à l'imperfection des individus* ».

Nous avons toujours pensé, et nous l'avons répété souvent ici, qu'il est bien plus vrai de dire que ce sont les institutions qui font les hommes que d'affirmer que ce sont les hommes qui font les institutions. Quelques hommes, un homme parfois, peuvent créer des institutions qui améliorent des millions d'êtres humains.

Brillant professeur au Collège de France, M. Étienne Gilson donne chaque semaine un court article à l'hebdomadaire « Sept », des Pères Dominicains français. Le dernier, intitulé « Entre la tour d'ivoire et la tour de Babel », demande aux catholiques français d'être, d'abord, des catholiques.

Malheureusement, la pensée de M. Gilson ne nous semble pas très claire. Il écrit :

Si tous les Français qui, ayant été baptisés, croient et professent la doctrine chrétienne, pensaient et agissaient en catholiques, il n'y aurait pas de crise à résoudre. Le seul remède qui mérite ce nom, parce que c'est le seul qui, en ce qui nous concerne, vise la cause profonde et permanente du mal, est dans le retour aux principes catholiques pour les catholiques eux-mêmes, et dans l'organisation d'un ordre catholique, par les catholiques, en France.

Si tous les catholiques pensaient et agissaient en catholiques... il ne faudrait plus de confessionnaires, car on ne pêcherait pas. Pourtant, en fait, toute extension du catholicisme dans le monde demande une multiplication des confessionnaires...

Oui, le seul remède est dans le retour aux principes catholiques. Mais, en prenant comme point de départ la France de 1934, comment promouvoir ce retour : voilà le problème.

M. Gilson rappelle très opportunément qu'il est « absurde de supposer que l'instauration d'un ordre chrétien en France, même généralisé, supprimerait l'ordre politique et les problèmes qui s'y rattachent. » Notre ami Mgr Picard, dans le très beau livre qu'il vient de consacrer à l'État, dénonce en termes très nets cette erreur qu'il appelle théocratique.

« ... Théocrates, les esprits simplistes qui estiment qu'avec les *Évangiles* et les *Encycliques pontificales* on a toutes les lumières voulues pour gouverner la société et qu'il suffira de les appliquer fidèlement pour résoudre les différents problèmes de législation et de gouvernement. »

Nos jeunes reformateurs catholiques ne méditeront jamais assez ces lignes...

Revenons à M. Gilson qui conclut par comme suit :

Il ne s'agit pas non plus de se retirer dans une tour d'ivoire et d'y réfléchir à loisir pendant que les autres se battent. Moins que tout autre, le catholique n'est au-dessus de la mêlée; nous ne lui demandons pas de sortir de la mêlée temporelle, mais de commencer par entrer dans une autre. Il n'a pas un combat de moins, mais un combat de plus à livrer. En tant que Français, nous avons nos devoirs politiques comme tous les autres Français, mais en tant que catholiques français, nous ne pouvons pas nous contenter de recourir aux expédients dont se satisfont les autres. Pour nous, ce qu'il y a au fond du grand péril que court la France, c'est celui de l'Église en France. Et non pas je ne sais quel péril politique, mais son effondrement dans les cœurs, la désertion de ses autels par le peuple, la haine dont la poursuivent ceux qui l'ignorent, la veulerie de ceux qui se réclament d'elle et se résignent si facilement à ce qu'elle soit ignorée.

Il faut donc compter d'abord là-dessus. Inutile de nous perdre en tergiversations ou en équivoques; nous nous connaissons assez pour nous les épargner mutuellement. Nous sommes tous Français et catholiques et, dans l'ordre des fins, nous faisons tous passer l'Église avant la France. Je demande donc : que choisissez-vous dans l'ordre des moyens? France d'abord ou Église d'abord? Espérez-vous guérir la corruption des cœurs et rétablir un ordre véritable par le recours immédiat à des remèdes politiques, ou ne croyez-vous pas que votre premier devoir, en tant que catholiques, soit de travailler à guérir les cœurs pour rendre possible un ordre politique véritable? C'est toute la question. Que nous en soyons à ce point de détresse où des expédients politiques s'imposent d'urgence, rien n'est plus clair; mais c'est la détresse où nous sommes tombés en désertant l'Église, ce n'est pas l'Église qui nous les impose. Puisque nous en sommes responsables, prenons-les donc sous notre seule responsabilité;

mais jetons-nous en même temps tout entiers avec elle, là où elle s'engage : l'instauration d'un ordre moral et social qui épargne à notre pays le retour de pareils maux.

France d'abord ou Eglise d'abord? Le choix, dans l'ordre des moyens, se pose-t-il vraiment en ces termes? Et nous voilà revenu à la question envisagée plus haut. Non, toute la question n'est pas celle que pose M. Gilson. Le recours immédiat à certains remèdes politiques, étant données les circonstances en juin 1934, ne facilitera-t-il pas singulièrement la guérison des cœurs, rendant ainsi possible un ordre politique véritable : n'est-ce pas la vraie question actuelle? D'ailleurs, M. Gilson lui-même, après avoir affirmé que « guérir les cœurs pour rendre possible un ordre publique véritable, c'est toute la question », concède immédiatement que des expédients politiques s'imposent. Mais alors?

Eh oui, il faut se jeter avec l'Eglise, là où elle s'engage, et poursuivre l'instauration d'un ordre moral et social, mais comment? Et voilà reposée encore la question des moyens!

Comment? En étant catholiques, en prêchant la doctrine catholique, oui, mais aussi en recherchant et en promouvant, en même temps, les réformes politiques et sociales qui favorisent le développement du catholicisme. Or en France, le régime est un régime de déchristianisation; il est donc permis de penser que les catholiques qui travaillent à le renverser, à le réformer radicalement servent l'instauration de l'ordre chrétien dont parle M. Gilson...

Qui donc a dit que le bon sens était la chose du monde la mieux partagée? On ne le dirait guère à lire ce qui s'est publié, en Belgique, le mois dernier, sur la politique internationale! Alors quoi? ce serait la France, la grande responsable de l'échec de la Conférence du désarmement et, par voie de conséquence, d'une course aux armements qui décuplera le danger d'une nouvelle guerre? Comment expliquer l'état d'esprit qui — de très bonne foi, c'est entendu — ne voit plus l'essentiel et confond à ce point les facteurs d'un problème jusqu'à accuser d'une chose celui-là même qui a le plus à craindre de cette chose? Ils nous paraissent se tromper singulièrement ceux qui reprochent à la France, en ce moment, on ne sait quelle incompréhension et quelle intransigeance mais qui oublient de nous parler de l'Allemagne. Car ils en sont là : tous les jours on attaque Paris, mais on ménage Berlin. Serait-ce par hasard la France qui menacerait l'Allemagne et ceux qui, chez nous, s'en prennent tous les matins à la politique française, pensent-ils donc que la malheureuse Prusse vit dans la terreur d'une invasion française? Spectacle ahurissant, en vérité! Une seule puissance menace la paix, l'Allemagne prussifiée. Le pays le plus exposé c'est la France, et d'aucuns reprochent à cette France de redouter ce danger...

On a beau lire les plaidoiries des avocats de la renaissance militaire allemande, on ne comprend pas. Sous le prétexte qu'il est impossible d'empêcher le réarmement allemand — ce qui est parfaitement vrai — on exige de la France qu'elle limite ses armements à elle pour obtenir de l'Allemagne qu'elle veuille bien limiter les siens! Mais rien de plus facile à une Allemagne qui voudrait réellement la paix de rassurer la France et l'Europe! Pourquoi réarmer à pareille allure alors que rien ni personne ne vous menace? Pourquoi entraîner un peuple entier sur le sentier de la guerre? Pourquoi militariser ainsi toute une nation? Comment espérer que pareilles méthodes puissent amener jamais une France pacifique, mais vulnérable, à se contenter de mots, quand les réalités nient ouvertement et effrontément les dits-mots? Si la Conférence du désarmement a échoué, la grande responsable — la seule responsable même, car des maladresses de tactique et des erreurs de manœuvre sont sans importance devant cette responsabilité-là — la seule responsable, c'est la Prusse. Et l'Angleterre dans la mesure où elle fit le jeu de cette Prusse. Car si cette Prusse n'a pas craint d'encourir cette responsabilité, si cette Prusse

a poussé l'audace jusqu'à provoquer une nouvelle course aux armements, elle n'a pu le faire qu'avec la complicité de l'Angleterre. La clef de la situation européenne est à Londres et non pas à Paris ou à Rome. Or Londres...

* * *

Nous avons demandé, à notre éminent collaborateur et ami, Hilaire Belloc, d'expliquer pourquoi Londres laissait faire, pourquoi l'Angleterre persistait à n'accorder, ni à la France, ni à la Belgique, les garanties de sécurité qui arrêteraient l'offensive allemande et qui feraient réfléchir sérieusement la Prusse sur l'efficacité d'un réarmement intensif. Belloc, qui connaît son pays et qui connaît l'Europe répond — nous avons publié son article dans notre dernier numéro — que l'Angleterre, qui n'est plus l'Angleterre d'avant 1914, l'Angleterre que beaucoup de Belges s'imaginent encore aussi puissante et aussi invincible qu'ils l'ont toujours connue, que cette Angleterre d'aujourd'hui pratique la politique de l'autruche. S'il a raison, pauvres nous qui comptons sur elle! Car, en ce moment, en Belgique, vous trouverez, dans certains milieux dirigeants, bien plus de pro-Anglais que de pro-Français. On compte beaucoup sur l'Angleterre. On attend beaucoup d'elle. Or, si Belloc a raison, on se trompe dangereusement et la politique anglaise, qui n'est en ce moment qu'une absence de politique, expose la Belgique au plus grand danger.

Au risque de faire crier une fois de plus les bons jeunes gens, plus ardents qu'éclairés, qui accablent la France en se taisant sur l'Allemagne et qui s'indignent si sincèrement du *non* français alors qu'ils oublient de s'indigner du *non* allemand, nous pensons avec Belloc que la France a mille fois raison de dire *non*, et *non*, et encore *non*, à toute proposition de désarmement qui ne vient pas APRÈS de sérieuses et efficaces garanties de sécurité. L'Allemagne est en sécurité. La France ne l'est que si son armée reste forte, à moins que la Prusse n'arrête ses armements matériels et moraux et que l'Angleterre et l'Italie ne s'engagent solennellement à contenir toute agression allemande.

* * *

On vous dit que la politique française est basée sur la conviction que le régime hitlérien est branlant et que c'est là une erreur aussi lourde que celle qui se trompait sur la solidité du fascisme; on vous dit que l'Allemagne est prête à limiter ses armements et à accepter un contrôle; on vous dit... mais que ne dit-on pas? Les faits sont là, simples, lumineux, irréfutables. Que l'Allemagne n'arme pas et la France désarmera! Mais comme le dit l'écrivain anglais Garvin, qui rend son pays responsable de l'échec de la Conférence du désarmement, aucun accord — et donc aucun contrôle — ne pourrait empêcher l'Allemagne de s'équiper, au cours des prochaines années, aussi fortement que le lui permettront ses ressources économiques. Alors?...

Certes, une certaine propagande française dessert bien plus qu'elle ne sert les intérêts de la France. Celle, par exemple, que mènent chez nous certains journaux... Celle qui, apprenant que les Français se décident enfin à fortifier leur frontière du Nord — ce que la Belgique n'a cessé de demander et ce qui double et décuple la valeur de nos dépenses de l'Est — prétend que c'est là un geste de défiance envers la Belgique! Autant que quiconque nous sommes partisans d'une politique belge, libre, indépendante, belge avant tout et uniquement soucieuse des intérêts de la Belgique. Mais le problème se pose, quand on a fait cette déclaration. Où est notre intérêt? Quel danger nous menace? A la lumière de l'histoire d'avant-hier et d'hier, à la lumière de ce qui se passe sous nos yeux, le danger, pour nous, est toujours à l'Est! Une France forte est une garantie de notre indépendance. Nous ne cesserons de regretter que nos gouvernants n'aient pas trouvé le moyen de conclure avec cette France des accords qui, en servant la sécurité des deux pays, eussent eu les plus heureux

résultats pour notre économie si dangereusement compromise par le protectionnisme généralisé...

S'il faut en croire certains journaux, M. Barthou aurait dit à Genève, la semaine dernière :

« *La Prusse est un malheur pour nous tous, pour l'Europe et pour l'Allemagne. Le métier de la Prusse, c'est la guerre. Mais la Prusse n'est pas l'Allemagne à qui elle s'est imposée.* »

« Bien que le texte officiel n'en souffle mot, ajoute le correspondant genevois qui transmet ces lignes, ce sont bien là les paroles que prononça M. Barthou. »

Jamais vérité, plus vraie, ni vérité plus importante n'a été dite à Genève. M. Barthou a touché là le fond même de toute la question européenne. La Prusse! Nom qui jamais n'est imprimé dans un journal anglais, ce qui prouve — comme dit Belloc — que la presse anglaise ne comprend pas grand'chose au Continent. Nom que chez nous non plus, on ne prononce plus guère... Ah! si la vérité enfin proclamée par M. Barthou avait été reconnue à Versailles, nous n'en serions pas où nous en sommes. Si, après les traités de paix, New-York et Londres n'avaient pas aidé la Prusse à renaître et à se restaurer... Et voilà pourquoi d'excellents esprits européens, des politiques de premier plan trouvent qu'il n'y aura pas de paix tant que la Prusse n'aura pas été abattue.

* * *

La loi sur l'emploi des langues en justice votée à la Chambre est-elle aussi détestable, aussi injuste, aussi antinationale que le prétendent certains journaux? Que non! Et si nous nous réjouissons de ce que l'opinion publique ne se soit heureusement pas échauffée pour cette dernière loi « flamingante », comment ne pas regretter qu'une certaine presse reste toujours également incompréhensive et butée?

Le ministre de la Justice, M. P.-E. Janson, mérite les plus grands éloges. Il a compris, lui, la question flamande et il n'a cessé, depuis des années, de promouvoir les solutions apaisantes. Il a été mal récompensé de ses peines car sa loi méritait un vote unanime. Dommage que l'on se soit accroché et buté sur un détail, comme Berchem-Sainte-Agathe ou Ganshoren! Mais il n'est pas trop tard pour s'entendre sur ces points secondaires. Ce que les journaux qui ont monté Berchem en épingle, n'ont pas dit, c'est que la loi votée met un heureux point final au statut légal d'une flandrisation de la Flandre que plus rien ne peut arrêter et qui est d'ailleurs une chose excellente pour la Belgique, son unité, sa grandeur et sa prospérité.

* * *

Voici un échantillon de la façon de raisonner de pauvres esprits imperméables aux raisonnements les plus clairs comme aux faits les plus évidents. Pendant des années et des décades d'années on a « cité » en français des justiciables qui ne parlaient pas cette langue. On trouvait cela normal. Un mouvement naquit et se développa qui demanda aussi la réforme de cet abus-là. On le contrecarra autant que possible. On ne céda que pied à pied, contraint et forcé, sans jamais reconnaître le bien-fondé de la réaction flamande. Une loi est proposée qui risque de faire « citer » en flamand, dans un patelin à majorité flamande, un citoyen ignorant le flamand. On crie, on hurle, on ameute... Quelle injustice, quel crime! On répond que malgré la citation flamande, on pourra, pour ce patelin, plaider en français. Ou s'obstine. Quelqu'un fait alors remarquer que l'inconvénient de quelques citations flamandes envoyées à des « français » n'est tout de même rien à côté des longues années de citations françaises envoyées à des « flamands ». Et voici alors le « point », comme disent les Anglais. Des gens qui *jamais*, au grand jamais, n'ont rien fait pour que soit redressé l'abus généralisé répliquent, et sur quel ton : Alors, pour réparer une injustice, vous ne craignez pas d'en commettre une

autre!! Mais, messieurs, quand donc avez-vous, ne serait-ce que reconnu qu'il y avait une injustice à réparer?!...

Alors, les derniers, les tout derniers, pour oser parler d'injustice n'est-ce pas vous qui, depuis plus de quinze ans, n'avez rien fait pour la « justice » flamande, et qui n'avez cessé de combattre, par tous les moyens, tout progrès du mouvement flamand...

M. Paul Crokaert a beaucoup de talent. Mais quelle bile et quel fiel il ne cesse de répandre hebdomadairement dans ses articles du *Soir*! Quel pessimiste, quel prophète de malheur, quel broyeur de noir, quel défaitisme uniforme et déprimant!

Et pour obtenir quoi? Que ses lecteurs, convaincus que tous les ministres sont des imbéciles ou des vendus, descendent dans la rue et entreprennent un chambardement général? Ce serait dans la logique des choses. La dictature des « puissances occultes » est la grande coupable de la crise belge. « Bêtement », c'est son mot, elle a tout compromis. Irrémédiablement aussi. Mais alors, M. le Sénateur, que proposez-vous? Vous restez partisan de la démocratie politique. Mais notre démocratie politique a élu la Chambre et le Sénat. Elle vous a élu. Tous vos collègues ne sont tout de même pas des idiots ni des pleutres. Pourquoi ne formez-vous pas tout de suite un nouveau parti qui inscrirait en tête de son programme la lutte contre « les magnats qui ont asservi le pays à leurs monopoles »? Vous prétendez que l'on nous a imposés une armature économique au rebours de l'intérêt national et du bon sens », l'accusation est telle que, comme disait l'autre, ça doit se voir. Il ne doit pas être difficile de montrer cela à ceux qui ont le souci du bien commun, et ils sont nombreux chez nous. Toujours critiquer et tout démolir est trop facile. Est-ce bienfaisant? Ce que vous prétendez être évident, ne doit pourtant pas l'être si fort puisque, pendant des années et des années, vous avez partagé les erreurs de tout le monde et poussé à la roue que tout le monde poussait. Vous voyez clair à présent. Vous êtes converti. Convertissez vos compagnons d'hier mais sans trop les mépriser ni trop les accuser! Votre force de persuasion se trouve tellement diminuée par la rancœur et l'aigreur qui se dégagent de vos articles...

* * *

Dans sa dernière « Tribune libre », M. le sénateur Crokaert, écrit :

L'Europe a voulu réaliser, par la Société des Nations, son unité morale, prologue de son unité complète : les Etats-Unis d'Europe. Elle a donc pris les choses par le Politique. Echec complet. Le « chaudron d'enfer » bout sur le Balkan, sur le Danube, sur le Rhin, sur la Sarre et en maints autres lieux. Il eût fallu prendre les choses par l'Economique. Economique d'abord! Sans Zollverein européen, c'est-à-dire sans la constitution d'un « bloc économique européen », à l'instar des trois autres grands blocs économiques du monde — Russies; Japon-Chine; Etats-Unis, Angleterre et Dominions, — adieu veaux, vaches, cowées! L'Europe, pauvre Perrette, a perdu la grande illusion.

Mais quelle autre illusion est celle de M. Crokaert. Economique d'abord! Quelle erreur! Toujours le politique primera l'économique. C'est parce que l'on a fait de la mauvaise politique européenne à Versailles que l'économique n'a pas suivi; quand ce n'étaient pas des tractations économiques mal entamées parce que négligeant le politique qui devaient engendrer le chaos. Quelle simplification aussi que le bloc économique européen à l'instar des trois blocs économiques. Mais, Monsieur le sénateur, les luttes économiques entre les Etats-Unis et l'Angleterre et les Dominions sont au moins aussi vives que nos luttes économiques européennes! Ne parlons pas des Russies. Quant au bloc Japon-Chine, quel singulier bloc!

Là où vous avez raison Monsieur le Sénateur, c'est quand vous regrettez que la Belgique fut assez naïve pour donner son alliance militaire sans contre-partie. D'accord.

Le Roi Albert à La Panne⁽¹⁾

Durant la bataille de l'Yser, le Roi avait installé son quartier général à La Panne...

C'était, il y a un demi-siècle, un petit hameau de pêcheurs perdu dans les dunes tout à l'extrémité du pays et dépendant du village-frontière d'Adinkerke. C'est par là qu'en 1831, Léopold I^{er} venant de Calais, était entré en Belgique, et l'on montre encore le cabaret où il s'arrêta quelques instants et où le bourgmestre vint le saluer : il est des lieux prédestinés. Depuis, La Panne était devenue un lieu de villégiature. Les dunes s'étaient garnies de villas avenantes, de jardins et de bosquets, et le roi Albert, alors qu'il n'était encore que prince héritier, y avait passé naguère une saison avec sa jeune femme et ses enfants, temps heureux dont il évoquait parfois le souvenir avec un attendrissement mélancolique.

Jusqu'au début du mois d'octobre 1914, cet aimable endroit avait conservé, par ce bel et tragique automne, son aspect riant de plage familiale; la bataille de la Marne avait fait naître des espoirs immenses. Brusquement, après la capitulation d'Anvers, le petit monde qui vivait là dans une atmosphère de vacances à peine inquiètes se dispersa dans l'épouvante. Ce fut un exode désordonné vers la France et l'Angleterre. En deux jours de temps, la gentille station balnéaire prit l'aspect d'un camp. Tout l'arrière, tous les services d'une armée désorganisée par la retraite s'y installèrent précipitamment dans des maisons abandonnées et des barquements improvisés. La petite ville d'eau à peu près vide d'habitants devint grouillante de soldats dépenaillés, mais prêts à la bataille.

Le Roi se logea avec la Reine dans une villa bourgeoise d'un confortable assez relatif, et située tout au bout du pays, du côté de la frontière française, tandis que M. de Broqueville, ministre de la Guerre, établissait ses bureaux provisoires dans la mairie de Dunkerque, en attendant le départ pour Le Havre. Par une sorte d'intuition de génie, Albert I^{er} décida tout de suite que, tant qu'il le pourrait, il demeurerait sur le sol belge. Il ne prononça pas de mots historiques, n'annonça pas que, plutôt que de céder, il voulait mourir au milieu de ses soldats : ce n'était pas du tout sa manière; mais il déclara tranquillement à ceux qui le pressèrent, dès la bataille finie, d'établir sa résidence soit en France, soit en Angleterre, que, tant qu'il lui resterait un pouce de territoire, il entendait y demeurer. Les enfants royaux furent envoyés en Grande-Bretagne, où les deux jeunes princes entrèrent au Collège d'Eton.

Dans l'entourage du Roi, plusieurs, sans oser le dire ouvertement, commencèrent par blâmer cette résolution. Ils eussent voulu que, profitant de son prestige royal et du rayonnement européen que lui avait valus sa décision du 4 août, il prît part à la conduite diplomatique de la guerre. « Léopold II, disaient-ils, eût parcouru toute l'Europe et fût devenu le chef de la coalition. » Imaginations toute gratuites. On voit aujourd'hui combien la résolution d'Albert I^{er} fut sage. En se mêlant activement de la politique de guerre, au contact d'un monde diplomatique et parlementaire qu'il ne connaissait pas, il n'eût pu que compromettre son prestige

(1) Pages extraites d'un *Albert I^{er}, Roi des Belges*, qui paraîtra bientôt chez Bernard Crasset, à Paris.

de soldat et de souverain. Il eût porté injustement, ou peut-être même justement, la responsabilité de tant de décisions hasardeuses, de tant d'erreurs qui furent commises par les gouvernements alliés au cours de ces quatre années de guerre. En demeurant attaché à son « lambeau de patrie », comme dit le poète Émile Verhaeren, il ne cessa pas un instant d'apparaître aux yeux du monde comme le symbole le plus noble et le plus pur de la résistance, comme le porte-drapeau de la cause du droit des peuples. On vint le voir, le consulter, lui demander son adhésion aux grandes décisions communes, et, dans sa solitude de La Panne, il paraissait d'autant plus grand qu'il n'avait autour de lui que des soldats, son secrétaire particulier, M. Ingenbleek, et son principal conseiller militaire, le colonel Gallet. Pas l'ombre d'une Cour. Il reçut la visite du roi d'Angleterre, du président Poincaré, de M. Clemenceau, de tous les grands chefs de guerre de l'Entente, d'autant plus respecté que, dans les conseils de la coalition, il n'avait jamais voulu être que le roi des Belges. Jamais il ne tenta d'intervenir personnellement et directement dans la politique générale de la coalition. Il aurait pu dire comme Clemenceau : « Je fais la guerre ». Il ne la faisait que dans son secteur. Il la faisait de son mieux, et l'événement montra qu'il la faisait supérieurement.

Et, quand il eut à intervenir dans la conduite générale de l'Entente, il s'en tint fermement, peut-être même obstinément, à l'attitude qu'il s'était assignée et qu'il avait assignée à la Belgique dès les premiers jours du conflit. Non plus neutre, assurément, et sans aucun désir de revenir après la victoire à une neutralité qui n'avait pu protéger son pays; belligérant, mais non de la même manière que les autres. Très jaloux de l'autonomie, de l'indépendance, de la situation spéciale de la Belgique parmi les Alliés, autonomie, indépendance, situation spéciale que tous les Alliés avaient solennellement reconnues et qu'aucun sans doute ne songeait à méconnaître, mais que les circonstances de la guerre, l'urgence du péril commun, l'éventualité d'une paix sans victoire pouvaient incontestablement compromettre, il se tint soigneusement à l'écart, non seulement de toutes les intrigues, mais aussi de toutes les négociations par lesquelles on essaya de détacher l'Autriche-Hongrie du bloc des Empires centraux et de tous les projets plus ou moins chimériques que caressèrent des hommes politiques sans emploi. Il faisait la guerre... Il faisait la guerre en liaison étroite avec les Alliés, mais en toute indépendance.

En 1916, la note du président Wilson demandant aux Alliés quels étaient leurs « buts de guerre » parut nécessiter une réponse commune. Une conférence franco-anglaise se réunit à Londres pour en arrêter les termes. Il paraissait important que la Belgique y adhérât sans réserve, étant donnée la haute position morale que son attitude lui avait valu dans le monde entier, mais particulièrement en Amérique. Le Conseil des ministres du Havre ne faisait pas de difficultés. Le Roi en fit, et M. Philippe Berthelot, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères en France, fut chargé d'aller le convaincre. Il se rendit à La Panne, où il eut avec le Souverain une longue conversation. M. Berthelot, directeur du cabinet de M. Aristide Briand, était alors l'âme agissante de la politique française. Il avait parmi les Alliés un très grand prestige. On connaît sa force de persuasion, l'autorité

de son esprit large et précis. C'est ce qui l'avait fait désigner pour cette mission délicate. Pendant plusieurs heures il tenta de persuader le Roi. Il se heurta à un mur. Tout ce qu'il put obtenir, ce fut que la Belgique enverrait au président Wilson une note séparée, mais identique quant au fond à celle des Alliés.

Cette attitude du Souverain belge causa d'abord quelque surprise et même quelque amertume à Paris et à Londres. Peut-être, au point de vue des Alliés, n'était-elle pas tout à fait opportune, mais le Roi voulait d'abord, et en toutes circonstances, considérer le point de vue belge et il n'envisageait que l'occasion d'affirmer une fois de plus la situation spéciale de son pays dans un conflit dont il était la victime, et dont il était complètement innocent. Il voyait dans cette situation spéciale, qu'il s'était promis de maintenir, une garantie pour l'avenir.

Dans les méditations solitaires auxquelles il se livrait entre deux visites aux tranchées, il avait d'ailleurs toujours les yeux tournés vers le pays occupé dont les souffrances le tenaillaient et dont la patience le remplissait d'admiration. « Je ne suis pas un vrai Belge, dit-il un jour à un diplomate étranger. J'appartiens à une dynastie étrangère qui a fait serment de défendre et de protéger le peuple qui l'a appelée. Je n'ai pas le droit de l'exposer à de cruelles représailles, même pour défendre ma couronne. » Ne montrait-il pas par une telle parole que, malgré le sang étranger qui coulait dans ses veines, il s'était si bien identifié avec la nation, qu'il était devenu le plus Belge des Belges ?

On le devinait en Belgique occupée où sa popularité ne cessait de s'accroître. Pour tous ceux qui supportaient l'oppression de l'ennemi, il était l'incarnation de toutes les espérances. Il en était de même dans les tranchées et les cantonnements ou même quand, à la fin de la guerre, la propagande flamingante et activiste qui devait aboutir après la guerre à la constitution du *front-partij* (parti du front) commença à se développer, la personne royale, universellement respectée, demeura en dehors des querelles. La présence continuelle du Roi parmi les soldats de l'Yser avait scellé définitivement l'union de la nation souffrante, avant d'être triomphante, avec le Roi. Elle fut peut-être un des éléments de la victoire.

Les premières années de la guerre de position furent extrêmement dures au front belge. Après la bataille de l'Yser, où l'armée avait donné son maximum d'effort, elle était dans un épuisement tel qu'un grand nombre d'unités durent être ramenées en arrière pour se réorganiser et se reposer. Elle conservait sa place au front, mais ce front était réduit au minimum. A mesure que, par un effort admirable et grâce à de nouvelles recrues levées dans les districts encore libres ainsi que parmi les réfugiés, grâce aux jeunes gens qui, du pays occupé, passant la frontière au péril de leur vie, arrivèrent en France par la Hollande, cette armée se réorganisa. Elle occupa une ligne de bataille de plus en plus étendue. De 1915 à 1917 elle tint même une telle longueur de tranchées qu'aucune de ses divisions ne put être envoyée complètement au repos et qu'elle ne disposa jamais d'aucune réserve stratégique.

La nature du terrain rendait, d'ailleurs, sa tâche particulièrement difficile. Le grand ennemi du soldat belge, ce n'était pas tant l'Allemand que l'eau, l'eau qui, lentement, détruisait les ouvrages les mieux établis, envahissait les tranchées au point de les rendre inhabitables. L'armée campait dans un marécage.

J'avais vu les tranchées et les champs de bataille de l'Yser en novembre 1914. J'avais parcouru dans toute leur horreur récente les ruines fumantes encore des villages; j'avais vu rougeoyer dans le soir tragique les pans de muraille des Halles d'Ypres; j'avais regardé flotter les cadavres allemands sur les eaux bourbeuses de l'inondation; quand j'ai, en 1917, retrouvé ces mêmes lieux désolés, leur désolation m'apparut plus douloureuse encore,

en ce sens qu'elle avait pris quelque chose d'habituel. Ramscappelle, Pervyse, Lampernisse, Nieuwcapelle, Reninghe, ces villages étaient, lors de mon premier voyage, des tas de décombres sanglants, mais encore animés d'un bruit guerrier. Des tirailleurs algériens, cantonnés dans la maison d'école de Reninghe, miraculeusement échappée au bombardement, l'emplissait d'un tapage de volière. Des soldats belges, aux uniformes en lambeaux, croisaient, le long des routes détrempées, des relèves de territoriaux, de zouaves et de fusiliers marins. Les postes des différentes armées qui avaient pris part à la bataille voisinaient étroitement. A Furnes, à Loo, dans les villages et les petites villes situés immédiatement à l'arrière du front, c'était le pittoresque mélange de tous les uniformes des nations alliées et l'immense plaine grise, sous le bombardement continu, semblait grouiller de troupes et de charrois. La bataille venait de finir et peut-être allait-elle recommencer...

Quand je parcourus, en 1917 et 1918, le front belge, le canon tonnait encore par rafales interrompues, mais c'était sur un désert. L'armée belge occupait maintenant seule le front de l'Yser; mais, selon les nécessités de la guerre de tranchées, elle se cachait. Elle était partout, on ne la voyait nulle part. Pendant des kilomètres, l'auto parcourut des routes désertes. Elle traversa d'anciens villages dont les ruines, en trois ans, s'étaient couvertes de ronces et d'herbes folles. Si elle s'arrêtait un instant, on voyait sortir des décombres un officier, un soldat, qui quittait son abri, sa tranchée, son poste de veille, pour voir ce qui pouvait bien venir distraire un instant l'ennui mortel de sa garde héroïque et morne. On échangeait quelques paroles, puis l'auto repartait vers d'autres ruines et tout retombait dans le silence... Dans le silence! Car le bruit sourd et lointain du canon devenait si habituel qu'on ne l'entendait plus...

Mais ce n'est pas à ce spectacle de dévastation qu'il fallait s'arrêter. Ce qui faisait l'intérêt et l'originalité du front belge, c'était la façon dont l'armée avait su aménager un pays où les travaux de défense étaient particulièrement difficiles. Cette partie de la Flandre est un ancien « polder », un marais desséché, il y a des siècles. Dans ce sol bas et plat l'eau affleure. Pas moyen de creuser des tranchées même en plein été; à cinquante centimètres de profondeur on est dans la boue. Les travaux de retranchement devaient donc être faits en relief au moyen de sacs de terre et de telle façon qu'ils fussent invisibles dans ce pays dénudé où l'on ne peut se dissimuler derrière aucun accident de terrain.

J'ai examiné ces « organisations » en détail. J'ai commencé par Nieuport. La petite ville, qui naguère s'endormait paresseusement à l'embouchure de l'Yser, derrière son joli petit port ensablé, n'était plus qu'un amas de décombres. Rasé, le clocher bulbeux de son église; rasé le joli beffroi de ses Halles, et aussi cette massive tour des Templiers qui semblait faite pour défier le temps. Ici, maintenant, c'était ce que les soldats appelaient le secteur aquatique. Le terme était parfaitement juste. De Nieuport à Dixmude s'étendait la nappe uniforme de la grande inondation.

Ses petits flots soulevés par la brise venaient mourir au pied du retranchement, et quand on levait la tête au-dessus du rempart on n'apercevait devant soi, à perte de vue, qu'une nappe d'eau grise d'où émergeaient çà et là des petites îles de boue entourées de roseaux. Quelques-unes d'entre elles avaient été aménagées en postes d'écoute où l'on accédait au moyen de passerelles ou de radeaux: c'étaient les « postes aquatiques ». S'imaginer-t-on ce qu'était la vie des guetteurs qui les occupaient et qui, dans la solitude et la brume, passaient là d'interminables nuits?

Quant au rempart lui-même — c'était bien un rempart et non une tranchée — fait de sacs de terre, de branchages entrelacés, de véritables gabions comme du temps de Vauban, il était aussi solide, aussi confortable que possible. S'élevant de plusieurs mètres au-dessus de l'inondation, il était assez large pour qu'on eût pu

y creuser en contre-bas des abris solides où les hommes passaient la nuit et pouvaient braver tous les bombardements. Sur aucun point du front on n'éprouvait une pareille impression de sécurité. Mais quelle solitude!

Il fallait suivre le rempart pendant quelques kilomètres pour se rendre compte de ce que fut la vie du soldat pendant ces trois ans et demi d'inaction relative, où l'armée belge, devant son pays dévasté, en était réduite à monter une garde héroïque et meurtrière.

Tout le long de l'Yser, de Nieuport à Dixmude, l'inondation tenait l'ennemi à distance; les lignes allemandes étaient séparées des lignes belges par un intervalle d'au moins trois kilomètres; à Dixmude même, au contraire, ou plutôt à proximité de Dixmude, les tranchées se touchaient presque. En certains endroits, elles n'étaient séparées que par une dizaine de mètres, et l'on s'y canardait continuellement sans que jamais d'ailleurs, ni d'une part ni de l'autre, on tentât une attaque d'infanterie sérieuse. C'est tout au plus si, de temps à autre, on essayait de quelques coups de main sur les postes avancés. Le courant, c'était la guerre de tranchées dans toute son immobilité énervante et sournoise, la guerre de tranchées avec ses sacrifices quotidiens, ses dangers incessants et, malgré tout cela, son morne ennui. Dans des circonstances un peu moins difficiles qu'à Dixmude, elle se poursuivait tout le long du front belge. Aux environs de Reninghe, de Nieuwcapelle, au vieux fort de Knocke, à Boesinghe, partout l'aspect était à peu près le même.

Le pays, un peu moins détrempe à mesure qu'on s'approchait d'Ypres, ne changeait point de caractère; c'était toujours le même jardin dévasté dont on avait organisé la désolation, afin d'en cacher la défense. Pas un village de la Belgique libre n'avait été complètement épargné par le bombardement; pas un qui ne servît à abriter les cantonnements, des hôpitaux; tout ce pauvre pays, que les poètes comparaient jadis à un jardin de béguines, n'était plus qu'un camp retranché. Partout, c'était un labyrinthe inextricable de sentiers ombragés, de fossés, de boqueteaux très bas, mais qui dissimulaient parfaitement les mouvements des troupes.

Aujourd'hui que l'esprit perpétuellement tendu du temps de guerre n'est plus qu'un souvenir, on s'étonne que des hommes aient pu supporter si longtemps cette vie du front immobile, sans faiblesse et sans révolte. Il y eut dans ce secteur flamand d'effroyables nuits d'hiver, suivies d'aubes si mornes que le danger d'une attaque semblait préférable à cette insondable tristesse, mais alors, comme s'il eût deviné quels étaient les postes où le réconfort de sa présence était nécessaire, arrivait le Roi...

Une auto s'arrêtait le plus près possible du boyau de communication, puis on voyait deux ou trois officiers, dont l'un était de très grande taille, s'engager dans le fossé boueux et cheminer lentement vers les postes de commandement, souvent vers les tranchées de première ligne car, avec la prodigieuse insouciance du danger qui était un des traits de son caractère, le Roi semblait se croire à l'abri des balles et des obus. Souvent la Reine l'accompagnait. Les Souverains, alors, causaient presque familièrement avec les soldats aussi bien qu'avec les officiers, leur distribuant parfois de ces petits présents dont l'enfantillage même touchait les combattants.

Ces visites aux premières lignes avaient fini d'ailleurs par être pour le Roi une sorte de distraction nécessaire dans le travail qu'il s'imposait, soit avec M. Ingenbleek, son secrétaire particulier, soit avec le colonel Gallet.

Ils dépouillaient ensemble la presse au point de vue militaire, suivaient méthodiquement les opérations sur tous les fronts et cherchaient à en tirer les enseignements qu'elles comportaient. Puis, c'était le travail politique, soit avec M. Ingenbleek, soit avec

un ministre venu du Havre pour conférer avec le Souverain, soit encore avec quelque étranger de marque.

La Reine ne se montra pas moins infatigable. Elle consacrait ses matinées aux hôpitaux et spécialement à l'hôpital qu'elle avait créé sous la direction médicale d'un grand chirurgien, le D^r Depage, à l'*Hôtel de l'Océan*. Elle ne se contentait pas d'un travail de surveillance et d'encouragement. Plus d'une fois, se souvenant des leçons qu'elle avait jadis reçues de son père, à Possenhoven, elle aida sans frémir comme la première infirmière venue, aux opérations les plus délicates. L'après-midi était généralement consacrée à la visite d'autres formations sanitaires ou à de nombreuses œuvres créées pour soutenir ou amuser les soldats pendant les heures de détente. La Reine était sans cesse par voies et par chemins, souvent seule, dans l'unique compagnie de son chauffeur militaire. Une infirmière française cheminait un jour sur une route détrempe de l'arrière-front. Une auto fait mine de la dépasser. Distinguant dans la voiture la coiffe blanche de la Croix-Rouge, elle fait signe d'arrêter, ainsi que cela se pratiquait généralement au front. La voiture s'arrête, en effet, et l'infirmière monte sans façon à côté de sa consœur, compagne de misère et de dévouement. On roule quelques minutes puis, tout à coup, elle reconnaît la Reine: « Ah! Madame, que Votre Majesté m'excuse. La Reine! »...

Mais alors, la Souveraine: « Il n'y a pas de Reine ici, Madame. Il n'y a que deux femmes qui souffrent et qui voient souffrir. »

Rien de tel que de pareils traits pour assurer aux grands la sympathie des petits.

Le soir, le Roi et la Reine se retrouvaient dans leur villa solitaire. On les voyait souvent faire au jour tombant quelques pas sur le sable le long de la grève désolée. Parfois, ils s'arrêtaient et regardaient longuement, sans mot dire, comme les êtres chers qui n'ont pas besoin de parler pour se comprendre, la mer grise où, là-bas, dans la brume, croisaient les monitors anglais...

L. DUMONT-WILDEN,
de l'Académie royale
de Langue et de Littérature françaises.

De mon temps...

Ces trois petits mots que je prononce aujourd'hui avec un mélange de satisfaction et de tristesse, vous les redirez à votre tour, ô jeunesse qui m'entendez! Et peut-être alors, devant un auditoire jeune et légèrement narquois, qui fera du mille à l'heure, et visitera les étoiles, aurez-vous quelque peine à louer les Bugatti, les gratte-ciel, et tout ce qui fait la gloire indiscutable de ce temps. Accordez-moi donc la bienveillance que vous serez heureux de rencontrer alors, et feuilletons ensemble, si vous le voulez bien, un album d'images un peu anciennes, mais amusantes tout de même, que j'ai réunies exprès pour vous. Ainsi que les jeunes se rassurent! J'ajoute aussitôt: Et que les personnes âgées ne tremblent pas! (de mon temps, il était défendu de dire « les vieux »). Puisque je fais partie maintenant de leur corporation, je me garderai bien de la critiquer, et me tenant le plus possible en équilibre sur la ligne qui sépare les deux versants, j'espère raviver la mémoire des uns et enrichir celle des autres, en intéressant tout le monde et sans blesser personne.

Avant de commencer, je m'excuse de la place que le moi hâssable tiendra dans cette causerie. Évidemment, j'aurais pu découvrir des souvenirs inédits et attribuer à une Emma ou à une

Virginie imaginaire les anecdotes qui me sont personnelles. C'eût été conforme à la pudeur d'autrefois. L'absence de prudence d'aujourd'hui me permettra de m'en dispenser. Et puis, la forme la plus chère à chacun de nous n'est-elle pas celle de la première personne du singulier?

Il faut bien finir par l'avouer, j'ai vu le jour en Touraine, à une époque infortunée, où nulle auto, nulle bicyclette même ne parcourait les routes, où nul avion ne traversait les airs. On n'entendait résonner aucun phonographe. Les gens séparés n'étaient réunis par aucun téléphone et, seul, le facteur transportait les nouvelles, empreint d'une majesté quasi divine.

Celui qui régnait dans ma petite jeunesse — en 1880, si vous voulez — s'appelait Suard. Il portait des sabots, ce qui ne l'empêchait pas de faire une trentaine de kilomètres par jour, et il était accompagné dans ses tournées par un chien jaune dont la queue en tire-bouchon se détirebouchonnait à mesure qu'il était fatigué — du moins, nous l'affirmions! O Suard, je vous revois dans une blouse bleue que le vent gonfle sur votre torse de basset. Vous décrivez avec votre canne des moulinets pompeux, en suivant l'allée des marronniers qui mène à Valmer, et votre petit œil allumé de vin de Touraine suppute les rasades que l'on vous versera successivement au château, dans les maisons du bourg, dans les fermes et dans les closiers où vous passerez aujourd'hui. Au château, vous irez chercher votre bouteille attitrée dans l'armoire de la cuisine, et vous la dégusterez avec une tartine de rillettes, tout en contant les dernières nouvelles du pays. Car vous savez tout, Suard, et de la boîte magique qui pend à votre flanc, vous tirez, ô nouveau Pandore, des biens et des maux, que vous déversez d'une main généreuse et impartiale sur tout le canton. Ce sont les lettres des soldats qui ont tiré un mauvais numéro, comme on disait alors, et qui écrivent du Tonkin ou bien « *des Afriques* », pour qu'on leur envoie un napoléon et un paquet de tabac. C'est le journal d'Indre-et-Loire où l'on prédit chaque jour que la République tombera le lendemain. Ce sont les factures de fournisseurs de Tours, que l'on ne peut obtenir — ô heureuse époque! — que tous les deux ans. C'est la *Mode pratique*, en chemise rose, où M^{me} Emmeline Raymond donne à la fois des cours de coupe, des leçons de morale et des conseils mondains. Ce sont enfin ces enveloppes sentimentales que l'on achète chez l'épicier du bourg, et qui se ferment sur deux mains tendrement enlacées. O Suard, Suard, je me souviens avec délices de ces matinées où, interrompant nos jeux d'enfants, nous courions à vous de toute l'allégresse de nos petites jambes: « Facteur! Facteur! Vous avez une lettre pour nous? » Et comme nos correspondances étaient rares, que faisiez-vous, ô fonctionnaire plein de bonté? Eh bien! vous déposiez entre nos mains des lettres écrites par vous-même! Que contenaient ces lettres? Je ne le sais plus, mais je vois encore votre signature qui avait la courbe molle, arrondie de la queue de votre chien. O Suard, Suard, je ne sais où reposent aujourd'hui vos cendres de facteur, mais vous avez été l'un des premiers messagers de joie de mon enfance, et je souhaite que cette terre tourangelle, tant foulée par vos pieds, vous soit légère.

La terre tourangelle... Est-ce elle, est-ce la terre tout court? Je n'en sais rien. Toujours est-il que son contact avec mon âme d'enfant a tenu celle-ci pendant des années dans une exaltation de joie continue. J'avais quatre ou cinq ans et je trottais le soir sur la terrasse de Valmer, en trouvant la lune belle et en tendant mon petit tablier pour qu'on la mette dedans. Pourquoi donc donner des jouets à un enfant quand il a le soleil, la lune et les étoiles, quand les arbres, les plantes, les insectes lui ouvrent un monde inconnu et merveilleux? Les plus belles fêtes ne sont-elles pas celles de la lumière, lorsque, dans la forêt, le soleil joue à cache-cache avec l'ombre et saute de branche en branche pour lui échapper, ou bien, le soir, quand de grands triangles sombres

avancent lentement, au pied de la maison, et enveloppent bientôt la pelouse et son vieux cadran solaire dans la nuit?

O joie de contempler ces choses, tapi dans la haie de lauriers dont on sent sur sa joue la fraîche caresse, retenant son souffle comme un voleur, pour ne pas rompre l'enchantement qui vous entoure! Joie exaltante de se sentir le seul, le vrai possesseur de toute cette beauté, et de savoir qu'il y a entre vous et elle un secret merveilleux, dont l'ivresse se renouvelle tous les jours!

Et je ne fais là aucun lyrisme rétrospectif. Je ne rehausse pas avec des touches de couleur une estampe qui fut grise et décolorée en son temps. Oh! non. Nous jouissions tellement de notre vie d'enfants, ma sœur, mon frère, mes deux cousins et moi, qu'un jour nous déclarâmes à notre vieux curé que nous ne souhaitions qu'une chose, c'est que le Paradis fût aussi agréable que la vie que nous menions alors. Il nous regarda tout étonné, secoua sa tête blanche, et comme il était poète — ses paroissiens, hélas! lui en laissaient le loisir — il nous envoya le soir même un quatrain qui commençait ainsi :

*Crèche, asile, école primaire
Sont réunis en ce beau lieu...*

Je ne me souviens pas du reste, qui ne mérite sans doute pas qu'on s'en souvienne...

* * *

Nous étions donc cinq enfants qui passions à peu près toute l'année ensemble, et nous habitions entre Amboise et Tours une vieille propriété de famille qui s'appelait Valmer. Le château adossé au parc et entouré de terrasses dominait des prairies traversées par la Brenne. Il avait vue sur un village étagé le long du coteau qui portait le nom de Chançay, et tout le paysage était enveloppé par la lumière nacrée tourangelle.

Mon grand-père était mort en 1874, et pour que ma grand-mère ne restât pas seule, les ménages de ses deux filles étaient venus habiter chez elle. Vers 1880 — c'est l'époque où remontent mes souvenirs — la guerre de 1870 était encore toute fraîche dans les mémoires, et je me souviens de la manière très différente dont on l'envisageait autour de moi. Chez les uns, et c'étaient les plus nombreux, nos défaites suscitaient une violente indignation. Les autres, mon père surtout, trouvaient que l'armée française aurait dû être prête, que la guerre des francs-tireurs était une absurdité et que Gambetta n'avait rien sauvé du tout en se promenant en ballon.

Grâce à sa connaissance de l'allemand, mon père avait pu rendre de grands services pendant l'occupation de la Touraine par l'armée de Frédéric-Charles, et il obtint la grâce de plusieurs francs-tireurs qui avaient tué des officiers prussiens. Bien que Belge, ce fut lui qui, à la place de mon grand-père, administra la commune de Chançay pendant toute la guerre. A cette époque, on n'était pas esclave, comme aujourd'hui, des règlements, et on ne demandait pas de comptes aux gens qui rendaient des services.

Mais il se moquait un peu trop de la panique qui avait régné en Touraine au moment de la déclaration de la guerre, quand notre chef de gare pris de terreur s'était jeté sous un train et que l'institutrice affolée s'était précipitée par la fenêtre. Il ajoutait même — mais cela n'est pas historique — que les dames du pays, croyant que leurs faux-cheveux allaient être ravis par les Prussiens, les avaient tous cachés dans les caves!

Ce qui est certain, c'est que la population terrorisée cherchait partout les responsables de la guerre. Elle accusa d'abord et naturellement les curés d'avoir payé les Prussiens pour nous envahir. Puis reprise par le goût de ces légendes qui hantent la mémoire tenace et crédule des fils de la Révolution, elle imagina que tous les châteaux de Touraine communiquaient entre eux par

un souterrain où force provisions avaient été entassées pour les livrer à l'ennemi... Ne rions pas de ces crédulités. A quarante-quatre ans de distance, nous les avons retrouvées sur le même sol, et les paysans tourangeaux croyaient fermement, en 1914, que le Kronprinz se cachait dans l'une des de l'Orfrasière, laquelle communiquait directement avec l'Allemagne.

Nés au lendemain de la guerre, quoi d'étonnant si nous ne rêvions que revanche. Il fallait rendre l'Alsace-Lorraine à la France, et donc faire la guerre. Mais là justement se posait pour moi la difficulté. Les filles ne font pas la guerre. Je ne me laissai pas arrêter par cette objection. L'enfance est entourée de prodiges et les croit tous possibles. J'allai trouver mes parents et leur demandai si je ne deviendrais pas un jour un garçon. Que me répondirent-ils? Je l'ai oublié, mais je crus fermement, pendant des années, que pareil bonheur m'arriverait, et je m'y préparai en jouant au soldat avec acharnement, et en lisant les *Traits d'héroïsme des Capitaines grecs et romains*.

Un jour, pourtant, je compris qu'il n'y a rien à changer à certaines destinées, et je me vois toujours, à cheval sur le petit mur de la terrasse que couvraient des roses de Bengale, mordillant avec rage une tige de rosier en renfonçant mes larmes. Cela ne dura pas longtemps. Il fallait trouver un autre moyen, voilà tout. Justement, j'apprenais l'histoire de Jeanne d'Arc. C'était là mon affaire. Mais quand je me fus promenée dans le parc pendant plusieurs mois, préparant au combat une armée imaginaire, je dus convenir que je n'entendais aucune des voix qui auraient dû m'enseigner ma mission. Eh bien, puisque je ne pouvais être Jeanne d'Arc, je serais cantinière, J'avoue à ma honte que la sublimité de ces deux vocations ne me semblait pas très différente. J'avais vu dans un gros volume de *l'Illustration*, sur lequel je m'asseyais pour prendre mes leçons de piano, des images qui représentaient la guerre d'Italie. A côté de soldats à impériale, on voyait d'alertes cantinières qui paraient dans des jupes courtes et évasées, avec un baril d'eau-de-vie pendu à la ceinture. J'en fus enthousiasmée. Le catalogue du Petit Saint-Thomas offrait à ce moment-là, pour 8 fr. 95, la panoplie complète de cantinière. Mais les passions profondes sont muettes. La mienné n'osa jamais s'exprimer; je me contentai de collectionner dans les différents catalogues toutes les images de panoplies de cantinières qui s'y trouvaient et de les coller dans un carnet que je portais toujours sur moi.

Le propre du guerrier c'est de mépriser la douleur. Honte à qui se plaint, telle était notre devise. Courses à travers les ronces et les ajoncs, ascensions en haut des sapins, retraites précipitées au fond de ces caves de Touraine propices aux embuscades, de toutes ces expéditions nous rentrions le soir avec des bosses au front et des genoux ensanglantés que nous lavions en cachette dans l'eau de quelque ornière. Nos parents, qui étaient extrêmement pacifiques et civilisés, ne comprenaient rien à ce qu'ils appelaient nos jeux de sauvages. Pourtant, ils ne nous élevaient pas dans du coton. Ils nous donnèrent comme premier livre de lecture *l'Histoire de Monsieur Durci et de Monsieur Douillet*, dont les enfants étaient éduqués suivant une méthode appropriée au nom de chacun d'eux, et les enfants Durci se distinguèrent dans toutes les carrières, tandis que les enfants Douillet ne connurent que revers et humiliations. Tout de même, quand nos parents nous rencontraient dans le parc, avec nos arcs et nos flèches, brandissant un fanion sur lequel la femme de chambre avait brodé trois fleurs de lys, en échange du plantain que nous lui cueillions chaque jour pour son serin, et chantant à tue-tête : « Mourir pour la patrie, c'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie », ils levaient les bras au ciel et déclaraient que nous avions de bien mauvaises manières. Qu'importe! La désapprobation d'autrui n'a aucune prise sur les âmes enflammées d'idéal,

et nous possédions alors ce rare bonheur de ne dépendre de personne pour des joies que notre imagination créait de toutes pièces.

* * *

A côté de ces jeux violents nous en pratiquions d'autres, et chaque saison ramenait les siens. Car vous le savez, sans doute : si Dieu a créé les saisons, c'est uniquement pour que les enfants des hommes puissent se livrer à des jeux variés et merveilleux que le temps emporte et ramène. Voici le printemps. J'ai senti sa caresse sur ma joue. Aux branches du saule frissonnent les premiers chatons, et le ruisseau de la vallée gonfle orgueilleusement sa voix parce qu'il arrive avec les pluies d'hiver. Vite, tressons ces joncs flexibles en nacelles, et disposons-les à trois ou quatre de front, en amont du pont enrubanné de lierre. Nous courrons ensuite de l'autre côté de l'arche pour voir laquelle de nos nefes abordera la première... C'est toi? Non, c'est moi! Eh bien, que la chrysalide qui repose dans une boîte à cigares, en attendant qu'elle déploie ses ailes de Papillon Grand Paon, soit dévolue au vainqueur! Mais le printemps passe; les herbes de la prairie sont déjà mûres. Puisque l'ardeur du soleil empêche de les couper le jour, ce sera la nuit, au clair de lune, que les faucheurs, bien alignés, balanceront sur la grande étendue verte leurs triangles d'acier, et la femme de charge qui a nom, par ironie, sans doute, Généreuse, déposera dans leur bissac, à chacun, trois œufs, au départ. Et nous, pendant l'été, quels seront nos jeux? Eh bien, nous partions avec des pioches et des pelles pour faire des fouilles dans les ruines du vieux château de Chançay. Il fait frais dans ces espèces de grottes troglodytiques taillées dans le tuf du coteau, qui servirent, dit-on, de caves à un castellum romain, puis à un château du Moyen âge. Par des brèches qui furent jadis des fenêtres, nous apercevons au-dessous de nous les toits du village, et plus loin la ligne tremblante d'une rangée de peupliers. Vite, mettons-nous à l'œuvre. C'est aujourd'hui peut-être que nous découvrirons le trésor du Grand-père, ce trésor qu'il a fait enfouir, pendant la Révolution, par un maçon auquel on avait bandé les yeux pour qu'il ignorât le lieu de la cachette. Son petit-fils vit encore et il nous a dit que de l'endroit où le maçon travaillait, il entendait roucouler les pigeons du colombier. Or, d'ici, nous les entendons fort bien. Hélas! malgré nos recherches ardentes, nous n'avons pas trouvé le trésor. Mais que n'avons-nous pas découvert dans nos passionnantes explorations? Des coquillages curieux, des fossiles, des silex, des polissoirs, des pièces de monnaie, des ossements humains, et même un tout petit cercueil que nous sortîmes un jour du tuffeau. Il contenait un squelette de nouveau-né, et le couvercle de la bière était en deux parties. Aussitôt, nous bâtîmes autour de cette trouvaille une merveilleuse histoire. Il n'y avait pas de doute... la mère inconsolable venait — il y a peut-être des siècles — ouvrir ce cercueil chaque jour pour revoir les restes de son enfant bien-aimé... O journées inoubliables, passées dans ces grottes à ressusciter un monde disparu! Des ronces et des viornes, pénétrant par le dehors, avaient amené dans ces solitudes une luxuriance de vie végétale. Les lierres pendaient, lignes vertes et mouvantes le long des fenêtres dégradées, et des essaims d'abeilles leur faisaient une guirlande d'harmonie. Parfois, las de piocher, nous nous étendions sur la terre blanchâtre et, les yeux fermés, nous évoquions le seigneur de Chançay, partant en guerre, entouré de ses vasseaux, le seigneur dont l'enfant était là, tout près de nous. Et nous n'étions tirés de notre rêverie que par l'éternelle question de notre institutrice, qui, du haut du talus où elle tricotait une éternelle paire de bas, nous interpellait : « Enfants, vous parlez allemand, j'espère? » — A quoi, nous répondions par un « oui » unanime et machinal.

* * *

Mais l'automne arrive et les caves sont devenues trop fraîches. Il faut remettre la découverte du trésor à l'an prochain. C'est le moment d'engranger noix, châtaignes et cormes dans notre maison, car nous avons une maison à nous, une maison de feuillage, tout à côté du mur de la terrasse, couvert d'aristoloches et habité d'oiseaux. Les chambres de notre maison ont comme murailles de grandes aubépines roses; elles sont séparées les unes des autres par des lilas, un arbre de Judée, un saule pleureur, et, selon les saisons, nous marchons sur un tapis mauve, rouge ou mordoré. Le balcon domine des douves. On y descend par un mystérieux escalier tournant qu'un if taillé en rond couvre de ses branches, et l'on trouve en bas, le long des murs, des figues roses juteuses qui ont éclaté au soleil. Souvent, dans notre maison, nous donnons des réceptions. Comme plat de résistance, nous offrons à nos invités des noix et des noisettes, avec du sable de la Loire en guise d'assaisonnement, et nous leur faisons boire une sorte de vin vert que l'on obtient en pilant des feuilles de framboisier et que nos parents déclarent excellent.

Un autre de mes plaisirs, c'est de suivre les chasseurs un petit fusil à amorce sous le bras, et peut-être de rapporter dans ma carnassière des perdrix grises, une canepetière, ou l'un de ces courlis qui remplissent le soir la campagne de leur cri nostalgique.

Après, viendront les vendanges, et nous irons albotter dans les vignes, c'est-à-dire cueillir les raisins que les vendangeurs ont laissés.

Enfin, le dimanche, nous nous rendrons aux vêpres par la prairie grise sur laquelle a mordu la première gelée; nous nous y rendrons avec le désir fou d'entendre encore une fois ce *Rorate Cœli* que le vieux chantre égrène d'une voix mélancolique et qui me fend l'âme à la fois de tristesse et de bonheur. Oh! ces chants des vêpres dans la vieille église, où tous les bancs sont marqués, depuis un siècle, au nom des familles qui les possèdent encore! L'odeur des cierges est la même que jadis, sans doute, puisque jamais on n'ouvre une fenêtre. Le sacristain est aujourd'hui brouillé avec les chanteuses, comme il le fut à toutes les générations, et depuis plus d'un siècle vient ici à vêpres une petite fille de mon âge qui est, à peu de chose près, toujours la même. Quand je sortirai de l'église, tout à l'heure, il y a de vieilles bonnes femmes en coiffe qui me diront : « Bonsoir, mademoiselle Marguerite », du nom de ma mère, et qui souriront ensuite de leur méprise.

Et moi, je rentrerai à Valmer, en poursuivant mon frère et ma sœur, à travers les feuilles mortes, mais dans mes oreilles continueront à retentir les notes profondes du plain-chant. Rentrée à la maison, je prendrai le vieil Eucologe au Propre de Tours, et je m'efforcerai de traduire en français les textes latins. Que j'aimais cette parole de Dieu qui tonne et mugit comme le bruit des grandes eaux! Car j'appartiendrai longtemps encore à l'Ancien Testament! Chaque vie d'homme ne présente-t-elle pas les mêmes étapes que la vie de l'humanité, et ne faut-il pas passer par la loi de crainte pour parvenir à la loi d'amour, partir des choses visibles pour arriver aux invisibles? Ici, je pousse droit parce que je sens mes racines. Mon équilibre vient de l'ordre qu'il y a entre moi et mes morts. Peu importent les individus, seule vaut la race avec la maintenance de certains points d'honneur humains, et surtout du grand point d'honneur éternel.

Alors, sans doute, je n'articulais pas ces choses, mais je les sentais avec une violence extraordinaire. Encore aujourd'hui, j'aime voir un chêne en France, un palmier en Afrique, et rien ne me semble bête comme ces oignons que l'on pose n'importe où, sur le marbre d'une commode ou sur le bois d'une étagère et qui fleurissent partout, sans avoir besoin de la terre d'aucun pays.

Cependant, l'automne a passé à son tour, et voici l'hiver qui ramène Saint-Nicolas, l'arbre de Noël et les fêtes de Janvier. Un soir de décembre — d'avance on ne sait jamais lequel — il y aura dans la maison un tintamarre de cloches, de sonnettes et de grelots. Nous nous précipiterons alors tout émus dans la grande chambre illuminée de bougies qui reçoit toujours la visite du saint. Avant de s'échapper par la fenêtre, il a laissé sur des tables les dons destinés à chacun de nous, et des pancartes piquées dans des tranches de navets indiquent, d'une écriture saccadée, les heureux possesseurs. Il y aura des livres de Jules Verne et de M^{me} de Ségur, les Contes d'Andersen et ceux du chanoine Schmidt. Il y aura aussi des boîtes de couleurs, des filets à papillon, des tirs au pistolet, que sais-je encore? Après la fête de Saint-Nicolas viendra celle de l'arbre de Noël qui apporte avec elle une bonne odeur de sapin brûlé. L'arbre est orné de stalactites en verre que l'on fait venir d'Allemagne, et entouré d'une sorte de toile d'araignée trempée de rosée brillante. Des jouets japonais — ils sont meilleur marché que les autres — pendent à ses branches : poupées montées sur crin, parasols de bambou, écrans en papier de riz, et ces boîtes vernies que l'on introduit les unes dans les autres, et dont la dernière toute petite renferme un magot en ivoire.

Le 1^{er} janvier ramènera la messe traditionnelle à la chapelle. Tout le monde y assiste, fermiers, closiers, domestiques. Comme d'habitude, au sortir de la messe, la vieille mère Bigot se précipitera sur mon oncle pour l'embrasser, et comme d'habitude, grâce à d'habiles détours, il échappera à sa tendresse intéressée. Comme d'habitude aussi, la femme du garde fouettera son insupportable dernier-né derrière le massif de pampas. Et nous, après avoir distribué aux enfants, vêtements chauds et dragées, nous recevrons enfin nos étrennes. On ne nous les donne jamais avant la messe, de peur de nous induire en distraction.

La dernière fête de l'hiver, c'est l'Épiphanie, et M. le Curé vient toujours tirer les Rois avec nous. Les machinations concertées de ma grand-mère et du maître d'hôtel font que c'est toujours lui qui a la fève, et nous le regrettons. Il choisit alors comme reine la plus petite d'entre nous et se coiffe avec orgueil d'une belle couronne d'or en papier découpé qui fait auréole à ses cheveux blancs. Nous jouons ensuite avec lui au loto Dauphin, jeu passionnant dont les cartons, les marquants et les dauphins en ivoire datent d'avant la Révolution.

Excellent abbé Pinard! Il était écrivain à ses heures et avait publié un *Christianisme à l'usage des gens du monde*. Il semble vraiment que les gens dits du monde avaient bien besoin d'être évangélisés dans ma jeunesse, car sur toutes les tables pieuses du pays on trouvait des *Vie pieuse pour les femmes du monde*, des *Méditations destinées aux jeunes filles du monde*, des *Conseils aux gens du monde de l'un et l'autre sexe*.

Nous l'aimions tant, notre bon curé, avec sa soutane à queue qu'il rattachait par de petites agrafes et qui découvrait de gros souliers ferrés. Nous aimions son jardin dont tous les arbres fruitiers nous étaient familiers, et pour cause, sa maison dont nous connaissions tous les détours, et notre grand plaisir était de fouiller dans les catalogues qu'il entassait depuis des années dans une chambre et qui avaient comme presse-papiers un pot de chambre renversé.

Nous en riions de tout cœur, mais sans nous attarder. L'ardeur de nos jeux ne nous laissait pas le temps de juger autrui. Et puis, tout le monde était plus ou moins original dans ma jeunesse. Chacun vivait à sa manière, et on pensait que chacun avait le droit de vivre ainsi.

Quand le soleil se voilait pour un temps, nous aimions la pluie qui nous permettait de rester à la maison et de deviner les charades, énigmes, logogriphes, dont la dernière page du *Saint-Nicolas*

était remplie. Nous raffolions de ce journal, et dans les concours qu'il organisait, « Euréka » et « Hirondelle de Valmer » — c'étaient nos pseudonymes à ma sœur et à moi — obtinrent parfois, ô bonheur! une médaille de chocolat. Par l'intermédiaire du journal les abonnées échangeaient aussi des « confidences », et l'on écrivait gravement à une petite fille que l'on ne connaissait pas le poète et le plat sucré que l'on préférerait. La similitude des goûts déclenchait parfois des amitiés qui duraient tant que les goûts restaient les mêmes. Les amis sont comme les vêtements, ils ne vous suivent pas d'une croissance à l'autre...

* * *

Nos parents nous élevaient sans méthode spéciale, comme ils avaient été élevés eux-mêmes. Aucun système n'avait encore été inventé, et l'expérience des siècles paraissait suffire. Vous vous rappelez la série des Albums Toppfer, et dans cette série l'*Histoire des enfants Crépin* qui, après avoir subi de multiples professeurs, sont placés dans la pension Bonnefoy, où l'on fait comme on peut et pour le mieux? Eh bien, nos parents nous élevaient un peu de cette manière, comme ils pouvaient, et certainement pour le mieux.

La bonté de ma mère atténuait la sévérité paternelle. Douce aux difficultés journalières, s'accommodant de toutes choses avec la même bonne grâce et le même sourire, elle portait légèrement la vie comme si elle avait eu des ailes. Elle aimait à se parer, non point pour les autres, car les hommages lui étaient indifférents. On devinait en elle une personnalité secrète, très pure et très haute, et elle lui fit honneur toute sa vie.

Notre institutrice était Suisse d'origine. Elle entra chez nous à dix-huit ans. Mais déjà elle avait renoncé à tout bonheur personnel pour assurer les études de son frère séminariste, et la valeur de son enseignement s'en ressentait. Ses études faites en terre germanique et couronnées par de brillants examens lui avaient enseigné l'importance des rudiments. L'allemand sans larmes et l'anglais sans souffrance n'existaient pas encore. Aussi apprenait-on l'un et l'autre sans escamoter ni une déclinaison, ni un verbe irrégulier. M^{lle} Frieda — c'était le nom de notre institutrice — resta quinze ans chez nous, et toute mon éducation fut son œuvre. Nos parents avaient pleine confiance en elle, et elle le méritait.

Eux-mêmes s'occupaient de nous quelques heures par jour seulement, ce qui leur permettait d'être tout à nous pendant ce temps-là, et de surveiller leurs paroles. Jamais ils ne prononçaient devant nous un mot qui pût nous inquiéter, jamais ils ne parlaient affaires, argent, naissance, jamais ils ne faisaient de réflexion sur notre figure. Étions-nous beaux ou laids, personne ne nous le disait, et nous n'y songions pas. Notre toilette nous préoccupait moins encore. C'était la femme du menuisier du village qui faisait nos robes, et nous aimions beaucoup aller chez elle parce que sa table était recouverte d'un tapis en toile cirée, qui représentait tous les rois de France depuis Dagobert, et qu'au milieu du tapis trônait un minuscule escalier en acajou que son mari avait fait comme chef-d'œuvre, c'est-à-dire comme preuve de maîtrise, après son tour de France.

Quand j'essayais une jupe, j'avais l'habitude de prendre mon élan et de faire un énorme saut dans la pièce, pour voir si je pouvais franchir un fossé. Rassurée sur ce point, je trouvais que la robe allait bien et la couturière était du même avis : « C'est long, c'est large, disait-elle, vous pouvez grandir et engraisser. » Cependant, pour dîner, le soir, nous mettions de jolies robes. L'une d'elles, en laine beige plissée, avec une veste de velours de même couleur, ornée de dentelles, ne serait pas démodée aujourd'hui.

Enfants et parents menaient alors des vies très séparées. Mais l'affection n'en souffrait pas, et nous aimions nos parents profondément. Nous savions que notre bonheur venait d'eux et qu'ils

veillaient sur nous avec tendresse, un peu comme Dieu veille sur les hommes, sans doute, à travers les divinités intermédiaires. Certes, leurs mœurs nous surprenaient un peu, ils ne jouaient jamais, n'obéissaient à personne, faisaient volontairement de la tapisserie ou des comptes toute la journée, et mangeaient du plat sucré autant qu'ils en voulaient. Mais nous étions très fiers de leur élégance, de leur beauté, de leurs mondanités. Nous aimions voir mon père sortir le soir, en habit noir et pantalon de nankin jaune, et c'étaient toujours nous qui allions cueillir les roses que ma mère et ma tante mettaient dans leurs cheveux lorsqu'elles allaient à quelque grand dîner.

* * *

Indulgents à nos jeux, nos parents étaient sévères pour notre travail. Il fallait savoir ses leçons non seulement pour le jour même, mais encore pour l'avenir, et par conséquent, les repasser sans cesse...

A cette époque on tenait énormément à l'écriture et à l'orthographe. Les cahiers Godchaux nous enseignaient une écriture penchée, où des déliés filiformes alternaient avec des *a* et des *o* obèses. Quant à l'orthographe, nous l'apprenions en faisant des dictées que l'esprit de ruse de Larive et Fleury compliquait à plaisir. Les leçons de notre grand-mère alternaient avec celles de notre institutrice. Nous entrions tous les matins dans sa chambre, à 8 heures, et la trouvions buvant son chocolat à l'eau, près de la fenêtre ou de la cheminée, suivant les saisons. Elle était coiffée d'un bonnet de dentelle sous lequel apparaissaient des bandeaux argentés, et ses yeux très bleus nous enveloppaient de tendresse.

Arrière-petite-fille d'une lignée d'artistes dont plusieurs ont vécu à Versailles, son éducation avait été très soignée. Elle jouait du piano à ravir, avait appris l'allemand avec Suckau, l'auteur du dictionnaire, l'anglais en compagnie d'une petite Anglaise de son âge, et l'italien avec Orioli, un de ces patriotes qui avaient mis les Alpes entre eux et les sbires autrichiens pour ne point partager le sort de Silvio Pellico. Passionnée pour les questions religieuses, elle soutenait avec toute la Touraine Mgr Dupanloup contre Veuillot, mais on l'accusait malicieusement d'avoir introduit en Touraine le jeûne de saint Pierre et de saint Paul en représentant à Mgr Collet qu'il se pratiquait dans le diocèse de Paris. Des attaches personnelles au roi Louis-Philippe et à la reine Marie-Amélie, dont elle était la filleule, ne l'empêchaient pas d'être ardemment légitimiste, et de croire au retour du comte de Chambord, comme tout le monde y croyait alors.

Chaque matin, donc, nous entrions, ou plutôt nous bondissions dans sa chambre, et après avoir successivement léché la casserole de chocolat, touché à tous ses bibelots et fait des pirouettes sur tous ses fauteuils, nous nous asseyions sagement sur de petits tabourets en tapisserie, et la leçon commençait. Ma grand-mère nous apprenait à lire au moyen de fiches d'ivoire qui servaient dans la famille depuis plusieurs générations, et sur lesquelles des images coloriées, un œil par exemple, représentaient la syllabe appropriée « ouil ». Peu à peu l'enfant associait la syllabe écrite avec le son, et il arrivait à lire assez vite. Ma sœur sut lire couramment à quatre ans. Ma grand-mère nous enseigna ensuite le catéchisme, les évangiles des dimanches et fêtes, les Fables de La Fontaine et de Florian, et plus tard des scènes du *Cid* et de *Polyeucte*, des poèmes de Lamartine et de Victor Hugo, de Walter Scott et de Byron. Alfred de Musset passait pour un enfant terrible. Ma grand-mère, qui connaissait beaucoup sa sœur, M^{me} Lardin de Musset, ne le louait jamais qu'avec réticence et comme en s'excusant. La poésie m'ouvrit un monde merveilleux de rythme et d'images; ce fut pour moi une révélation, et j'appris aussitôt des pages et des pages de poésie, pour m'occuper plus tard, en Purgatoire...

Puissance du souvenir! Le passé est-il donc pendu quelque part, comme un vieux tableau, pour que soudain, si vivant, il m'apparaisse! J'ai six ou sept ans, et assise aux pieds de ma grand'mère, j'apprends par cœur mon premier évangile, celui de la Nativité, et justement nous sommes au mois de décembre, et l'attente des fêtes de Noël remplit nos cœurs d'enfants d'un émoi mystérieux. Alors dans des cœurs tout neufs, dans des cœurs que n'a pas blasés encore l'horrible habitude, comment voulez-vous qu'elles ne déchaînent pas une émotion inoubliable, les paroles éternellement jeunes, éternellement fraîches du texte sacré : « Jésus étant né à Bethléem, au temps du roi Hérode, voici que des Mages vinrent d'Orient à Jérusalem et demandèrent : « Où est le roi des Juifs qui » vient de naître, car nous avons vu son étoile en Orient et nous » sommes venus pour l'adorer. »

Je ne vois plus la page du livre, la chambre de ma grand'mère a disparu, mais là-bas, au détour de l'allée des marronniers, je contemple un merveilleux cortège. Sur des chameaux caparaçonnés de velours les rois mages avancent. Une foule nombreuse de serviteurs les suit en balançant des encensoirs. Les voici arrivés à la grille du jardin. Le cocher les attend tête nue, en sonnant à toute volée la cloche, comme il la sonne le 15 août, quand passe le Saint-Sacrement. Je vois au ciel l'étoile qui dirige leur marche. Elle n'est autre que la comète dont nous admirions hier soir encore la queue brillante, et voici qu'elle s'arrête sur la tourette du jardin. Là, dans la paille lumineuse, un Enfant tend les bras. La Vierge se penche sur lui, elle a la douce et noble figure de ma mère, et moi, je me penche aussi car il va m'embrasser... Patatras! Le livre des Évangiles dégringole sur le parquet, et pendant que je le ramasse toute confuse, ma grand'mère me dit : « Pourquoi es-tu si distraite ce matin »?

Parfois, lorsque nous avons bien su nos leçons, ma grand'mère ouvrait ce que nous appelions « le fameux tiroir ». Elle nous montrait alors une grande enveloppe avec le cachet en cire de Monsieur de Lamartine — c'est ainsi qu'elle le nommait toujours. Il avait rapporté de Palestine de l'eau du Jourdain qui avait servi à baptiser ma mère, et sur l'enveloppe il avait écrit de sa main :

« Avec tous mes vœux pour le bonheur de l'enfant ».

Le fameux tiroir contenait encore d'autres trésors : des mèches de cheveux dorés ou grisonnants, enveloppés dans des papiers de soie, que ma grand'mère touchait toujours avec respect, une croix de Saint-Louis, le collier que le Roi et la Reine lui avaient donné pour son mariage, un petit scarabée rapporté d'Égypte par mon grand-père et enfin des paquets de lettres jaunies. L'une d'elles signée Victor Hugo lui avait été adressée lorsqu'elle était jeune fille et la félicitait d'une traduction. Une autre épître signée George Sand nous amusait beaucoup. L'écrivain demeurait à Paris dans la même maison que mon arrière-grand'mère, et celle-ci ayant trop montré sans doute la vertueuse indignation que lui causait une telle promiscuité, George lui décocha cette réponse que je cite intégralement car l'original est entre mes mains :

« Madame, je crois que je serai partie demain soir, mais que je le sois ou non, vous pourrez disposer du palier comme bon vous semblera. Je saisis cette occasion pour vous rassurer sur une crainte que vous avez manifestée, de me voir faire une descente chez vous. Je vous jure, Madame, que je n'ai jamais eu l'intention de vous contrarier, ni le désir de vous connaître.

» Je vous prie de disposer de tout ce qui peut vous être utile chez moi en cette circonstance. J'ai toujours cherché l'occasion d'en agir en bonne voisine avec vous sans cependant m'approcher de votre porte autrement que pour remettre à vos gens un journal que vous aviez eu la bonté de me faire monter par eux. J'ai un peu ri de vos terreurs, je l'avoue, car je suis rieuse, mais nullement

méchante, et je voudrais trouver l'occasion de vous rendre un service réel. Je la saisirais avec empressement pour vous témoigner les sentiments avec lesquels j'ai l'honneur d'être

» Votre très humble servante,

» GEORGE. »

Il y avait encore dans un coin du tiroir de petits bijoux qui représentaient des équerres, des roses et des triangles. Quand ma grand'mère apercevait ces insignes certainement franc-maçonniques, elle les cachait précipitamment. Il s'échappait du tiroir une odeur de lavande et de rose desséchée. Ma grand'mère le refermait toujours avec un soupir, puis elle reportait sur nous ses beaux yeux qui s'éclairaient. Elle aimait nos imaginations, nos inventions folles, notre caquet, et nous avions pour elle une tendresse qui touchait à l'adoration.

* * *

J'aimais apprendre... c'était une passion. Notre institutrice nous enseignait beaucoup de grammaire, d'histoire et de géographie, beaucoup d'allemand et d'anglais, peu d'arithmétique, pas de sciences. Je crois bien qu'elles ne devaient pas être inventées. En revanche, nous possédions des précisions chronologiques extraordinaires qu'on a perdues depuis, et le *Manuel d'Histoire générale* de M. Alvarez Lévi, que ma mère avait étudié en 1850 et que nous étudions encore trente ans après, fixait péremptoirement la création du monde à l'an 4964 avant Jésus-Christ. Nous apprîmes les règnes des Pharaons, les dates des persécutions, celles des invasions, bien longtemps avant de savoir un mot de l'Histoire de France. Quand à l'Histoire sainte, on eut la malencontreuse idée de nous l'enseigner en allemand dans l'édition illustrée de Schuster. Mon frère, dans un mouvement d'humeur contre les prophètes, leur avait barbouillé le nez à tous, et moi je me débattais avec les dimensions de l'arche et celles du temple de Salomon qu'il fallait savoir par cœur et réciter en allemand.

Six heures de travail par jour, tel fut notre ordinaire pendant toutes nos années d'études : trois heures de suite le matin, trois heures de suite le soir. Cela permettait de travailler à plein et surtout de jouer à plein ensuite. Nous avions un mois de vacances tous les deux ans seulement, notre institutrice n'étant pas assez riche pour aller en Suisse chaque année. On chômait tous les dimanches deux jours à Pâques et deux jours au 1^{er} janvier. C'était tout. Encore ne pouvions-nous, même pendant ces jours de répit, jouer des valses ni lire un livre amusant avant midi. Notre institutrice était assez délicate de santé, mais nous n'en tirions aucun profit, car malade, elle continuait à nous faire travailler autour de son lit.

Sur le chapitre des « usages » nos parents étaient aussi sévères que sur celui du travail. A table, où l'on devait se tenir les coudes serrés au corps, il fallait éviter de se servir d'une cuiller et tout manger avec sa fourchette, même les sauces. C'était plus élégant, disaient-ils. C'était plus incommode, pensions-nous. Si l'on offrait à quelqu'un la moitié d'une pêche ou d'une poire, cette moitié devait être pourvue de la queue ou du noyau. Mon père n'admettait pas que l'on servît du vin à son voisin en inclinant la carafe de gauche à droite : « Dans ma jeunesse, disait-il, c'est ainsi qu'on insultait un homme avec lequel on voulait se battre. » Nous étions obligés de manger tout ce qui se trouvait dans nos assiettes. Si nous refusions d'un plat, il nous était défendu de nous raviser, de même qu'il était interdit de laisser du vin dans son verre ou du pain sur la table. On avait alors pour le pain un respect extrême, et ma mère disait toujours avec tristesse : « Il y a des pauvres qui n'en ont pas. »

D'autres usages enseignaient la délicatesse vis-à-vis du prochain. Ainsi, lorsqu'on faisait une course en voiture, jamais on ne dépassait l'équipage d'un voisin dont les chevaux étaient moins rapides que les nôtres. Nos parents nous reprenaient aussi, chaque fois que nous prononcions incorrectement un nom de famille, et ils ajoutaient ce commentaire : « Il ne faut jamais avoir l'air de dire aux gens que leur nom n'est pas historique. » La conversation avait ses règles. On ne devait pas donner un démenti, c'est-à-dire exprimer une idée contraire à celle de son interlocuteur. On ne devait pas non plus employer des mots excessifs, comme *magnifique*, *horrible*, *formidable*, et toute exagération était taxée de vulgaire. Nos parents nous faisaient taire immédiatement lorsque nous disions : « J'ai faim, j'ai froid, j'ai soif. » « Je, moi, déclaraient-ils, cela n'intéresse personne. » Enfin, lorsque nous écrivions des lettres, il ne fallait pas mettre en tête « château de Valmer », mais « Valmer » tout court, et sous aucun prétexte, ne commencer ses épîtres par « je » ou par un participe.

La langue française était alors une personne fort respectée. Chacun parlait du mieux qu'il pouvait, et surtout chacun s'efforçait de hausser son langage à un niveau supérieur. La soudure aujourd'hui s'est faite par en bas, et ce sont les manières de parler populaires qui ont prévalu. *Partir à Paris*, au lieu de *partir pour Paris*, *causer à quelqu'un* au lieu de *causer avec quelqu'un*, *travailler dans un but* au lieu de *travailler pour atteindre un but*, indiquaient nettement, dans ma jeunesse, le milieu de la personne qui s'exprimait ainsi.

(A suivre.)

B^{me} AMÉLIE DE PITTEURS.

En quelques lignes...

M. Lebrun en avion

Ne pouvant s'échapper autrement de l'embouteillage qui suivit le meeting d'Etampes, le Président de la République monta en avion pour rentrer à Paris. C'était son baptême de l'air. Jamais, en effet, le chef de l'Etat français ne s'était risqué dans les nuées, si ce n'est dans celle dont parle Aristophane.

Au mépris de toute prudence, M. Lebrun tint même les commandes pendant une grande partie du voyage, comme l'a révélé *Paris-Midi*. En s'emparant du manche à balai, sans doute dit-il au pilote : « Le char de l'Etat est bien plus difficile à conduire que votre machin. Et puisqu'en République n'importe qui étant bon à n'importe quoi, on peut n'importe quand le mettre n'importe où, laissez-moi donc essayer de « piloter votre trimoteur ».

Le Président se montra fort satisfait de son premier voyage dans les airs. Rentrant à l'Elysée : « J'ai, dit-il, l'intention de me déplacer le plus souvent possible en avion. » — « Et pourquoi pas ? » répondent les Parisiens. Voyageant à mille mètres au-dessus du plancher des contribuables, M. Lebrun ne serait plus obligé de sourire tout le temps et pourrait ainsi se reposer un peu ! »

A l'Académie française

Un siège a été pourvu, sur les trois à pourvoir : celui de Pierre de la Gorce, qu'occupa jadis Bossuet, et auquel fut nommé le duc de Broglie. Les journaux parisiens ont eu soin d'expliquer

au public que le duc n'était pas le prince, que le duc était le frère du prince, que c'est le prince à qui échet l'autre année le prix Nobel, et que, d'ailleurs, le duc, aussi bien que le prince, a contribué à l'avancement de la physique ondulatoire et à l'étude spectrographique des rayons X par la célèbre méthode du cristal tournant. Ainsi voilà le public bien renseigné.

Les deux autres élections furent âprement disputées.

Au fauteuil de l'abbé Brémond se présentaient Louis Gillet, Jacques Bainville et André Bellessort. Depuis quelque temps, *Candida*, que dirige M. Bainville, se montrait infiniment respectueux de tout ce qui touche à l'Académie. Pierre Gaxotte en avait quitté la rédaction en chef, pour prendre celle de *Je suis partout*, suivi, dans cette retraite, par J.-J. Brousson, dont la verve féroce eût trop compromis le directeur, candidat à l'Immortalité. Ces précautions n'ont cependant pu conduire M. Bainville sous la Coupole. Pas davantage M. Louis Gillet n'ira-t-il manger de la soupe au laurier à la table des Quarante. Avant l'élection, M. Doumic se dépensait beaucoup pour lui. Après, il faisait celui qui est à peine au courant : « Mon gendre m'a échappé des mains, disait-il. J'ignorais quasi sa candidature ! »

Bien que très souffrant, M. Poincaré se dérangea pour venir élire Léon Bérard, son ancien secrétaire au Palais. A ce dernier il ne manqua d'ailleurs qu'une voix. Ce fut celle, précisément, de M. Poincaré. L'ancien Président de la République s'était muni à l'avance de bulletins blancs qu'il avait mis dans sa poche de gauche et de bulletins au nom de M. Bérard qu'il avait placés dans sa poche droite. Seulement, il se trompa continuellement de poche pendant le vote. C'est du moins ce qu'on a raconté...

Bibliothécaires de la République

Les littérateurs n'ont jamais eu trop à se plaindre de la troisième République. Beaucoup lui durent non seulement leur pain, mais encore leur papier et leurs loisirs. Certains lui durent aussi d'excellents fromages.

Leconte de Lisle fut un des mieux servis parmi ces privilégiés. On apposait, dimanche dernier, une plaque sur la maison où il mourut. Plusieurs discours furent prononcés devant cette plaque, pour les gens du quartier et les journalistes. Ce fut, assurément, M. Lucien Hubert, vice-président du Sénat, qui récita la meilleure harangue.

Cet Ardennais, ancien ami de Verlaine, est un parfait lettré. Il correspond en vers avec M. Chéron et discute de métrique latine avec M. Léon Bérard. Sa bibliothèque est pleine de richesses bibliophiliques, sa mémoire meublée des plus beaux vers de la langue française.

Qui lit encore Leconte de Lisle ? M. Lucien Hubert fut trop heureux de laisser à d'autres le soin de célébrer cette gloire un peu passée. Il préféra parler du bibliothécaire du Sénat que fut, en son temps, l'auteur des *Poèmes barbares*. Son discours chanta la beauté... des jardins du Luxembourg. N'est-ce pas à les regarder que consista, pour une bonne part, l'activité de Leconte de Lisle au Sénat ? Il les voyait des fenêtres de la bibliothèque. Quant aux livres et aux catalogues dont il avait la charge, il les laissait soigneusement dormir en paix sous leur poussière. Et aux sénateurs qui voulaient les consulter, le poète « marmoréen » opposait une indifférence de marbre.

M. Lucien Hubert fit l'éloge de ce fonctionnaire qui prenait au moins la peine de paraître sur les lieux de sa fonction. Il ajouta qu'en cela Leconte de Lisle surpassait Anatole France, qui, lui, oubliait même de venir à la bibliothèque de la Chambre dont il avait la charge.

Leconte de Lisle

Personne ne s'avisa de parler des idées du poète. Lui-même, cependant, leur accordait une importance extrême. Il haïssait la religion, la civilisation, la nature elle-même, toutes les choses en quoi les humains trouvent refuge et consolation. Le christianisme, en particulier, lui était insupportable; l'idée que l'Eglise n'en avait plus pour longtemps lui était d'une certaine consolation dans la vie. Il songeait, au moment de mourir, à une pièce, *Les Etats du Diable*, où il eût montré tous les papes en enfer, avouant leurs crimes et s'en glorifiant. Il était tellement malheureux qu'il faillit se suicider. S'il n'avait tenu qu'à lui, notre globe eût éclaté dans une immense catastrophe cosmique, dispersant dans l'espace « ses restes immondes ». Il se désespérait à la pensée que la mort pourrait bien ne pas être un vrai néant. Est-ce cette vilénie d'âme qui fait qu'on ne lit plus guère ce prince des grands poètes embêtants ?

Il va sans dire que, de tous les humains, c'étaient ses confrères que Leconte de Lisle détestait le plus. Il traitait Baudelaire de « sinistre farceur », appelait Mallarmé « le sphinx des Batignolles » et disait de Verlaine : « On en a fusillé beaucoup qui ne le méritaient pas autant que lui. »

Verlaine lui répondait dans ses *Invectives* :

*Fleur de cuistrerie et de méchanceté,
Au parfum de lucre et de servilité,
Et poussée en plein terrain d'hypocrisie...*

Et c'est probablement à Verlaine, dont la gloire n'a pas une ride, que la postérité ira demander ce qu'il faut penser de Leconte de Lisle.

Studenten in Uniform

La nouvelle vient de Hiltlérie. Elle a quelque chose de stupéfiant. Au pays des galons, des brandebourgs, des uniformes et des parades, le Führer a proscrit la casquette d'étudiant. On avait brûlé les livres contraires à la doctrine raciste, au credo aryen. Aujourd'hui, dans l'aula des Universités, les *Studenten* sont conviés à un second autodafé. Un cliché nous les montre, stoïques. Sur la rapière ils ont enfilé, tels des poulets à la broche, dix, vingt casquettes rondes, destinées au bûcher. Par esprit d'obéissance, ils sacrifieront à l'Allemagne nouvelle leur couvre-chef, avec leurs traditions.

Certes, elle n'avait rien de joli, cette casquette étriquée, sorte de galette mal aplatie sur l'occiput carré des dolichocéphales au poil blond. Mais l'étudiant d'outre-Rhin y tenait, comme à ses gants à crispins, comme à ses bottes vernies, comme au monogramme contourné de sa corporation, comme aux balafres glorieuses qui couturaient ses joues. On est en droit de se demander les raisons du *veto* de Hitler. S'il faut en croire le commentaire officiel, le Führer nazi aurait voulu réagir contre un privilège de classe : les étudiants n'ont pas à se différencier des autres citoyens. Ainsi le national-socialisme affirme de plus en plus sa tendance au nivellement. A chacun la veste moutarde! Pendant ce temps, les Soviets reviennent aux décorations. Mais le symptôme le plus grave, c'est que l'ordonnance de Hitler n'ait provoqué nulle part la révolte des casquettes.

Quant à Mgr Ladeuze, il pourra retirer des valves son affichette qui défendait, à l'*Alma Mater* de Louvain, le port des casquettes allemandes.

Blocus

Il ne s'agit pas du blocus continental, mais de celui — qui n'est pas moins sévère — auquel se livrent, de mai à juillet, des

légions d'étudiants. Les professeurs ont terminé leur cours. Sous une salve d'applaudissements. Des applaudissements diplomatiques. Pendant qu'ils goûtent, aux champs ou à la mer, le charme de vacances paisibles, de ces « prévacances » que dore un soleil de juin, le spectre de l'examen hante les nuits des récipiendaires. Les parents, allégués, crient au surmenage. Le pharmacien vend son phosphore et sa kola. Les hécatombes proches ramèneront sur le tapis — le tapis vert — la question des éliminations préméditées. N'a-t-on pas répandu dans le public le bruit que des instructions ministérielles prescrivaient aux interrogateurs tel pourcentage d'ajournés ?

En réalité, depuis que les étudiants comparaissent devant leurs juges, les paresseux sont en moins bonne posture que les « bloqueurs ». Je ne crois pas au surmenage. Pour l'excellente raison que tous ceux qui ont réussi leurs examens — et qui ont, par la suite, réussi dans la vie — sont, qui plus qui moins, en quelque mesure, des surmenés. Laissons aux pédagogues dans Sirius leurs illusions grandes. Il n'est pas vrai que l'école idéale soit celle où l'élève, en sortant de la leçon, puisse se présenter à l'examen. Si le blocus n'existait pas, il faudrait l'inventer. Parce que le succès n'a de valeur que s'il est la sanction du travail. Ce n'est pas le parchemin qui importe, ce n'est pas le grade, mais l'effort.

Encore de l'étymologie

Les propos étymologiques de la semaine dernière ont valu à leur auteur un courrier abondant. Tant il est vrai que l'étymologie — cette devinette — a ses fidèles, tout comme le cross-words.

Voici un exemple curieux d'étymologie géographico-historique. Il s'agit du mot *jaïence*. Tous les dictionnaires spéciaux indiquaient : *jaïence*, de *Faënza*, ville d'Italie célèbre par ses fabriques de majoliques. Mais von Wartburg — toujours lui — s'inquiète de la provenance du *yod* : *Faënza* devrait donner *jaence*. Il est assez puéril d'invoquer l'analogie avec *Mayence*. Cherchons une explication moins fantaisiste, plus respectueuse des formes attestées.

Or, sur la route commerciale qui va d'Italie en France, dans le département du Var (arrondissement de Draguignan), se trouve une petite ville qui s'appelle *Fayence*. Voilà l'origine du mot! Que s'est-il passé? Il n'est passé que les habitants de cette bourgade, nés malins, n'ont pas tardé à se rendre compte de la source de profits que représentait, pour les fabricants de *Faënza*, l'importation en France de leurs majoliques. A voir pénétrer sur leur sol ces convois fréquents, l'idée leur est venue de faire aux « faences » italiennes une concurrence française. Ils ont construit, à leur tour, des usines, dès le XVI^e siècle. Et c'est ainsi que l'étude du milieu historique et du milieu géographique nous introduit sur le terrain — économique — de la contrefaçon industrielle.

Pour les calembourdières

Ne quittons pas le coin des étymologistes sans leur révéler un nouveau mode d'investigation, à base de calembours. L'inventeur de ce système (car c'en est un) appartient à notre corps enseignant. Professeur de langues germaniques et bilingue, il n'a pas été sans remarquer que le calembour fleurit de préférence dans les milieux où l'on pratique indifféremment plusieurs langues. Témoins les humanistes (voir Rabelais) et, de nos jours, les séminaristes à la récréation.

Beaucoup d'expressions métaphoriques n'ont pas d'explication naturelle. Ne pourrait-on supposer qu'elles dérivent précisément d'un calembour bilingue? Notre étymologiste l'affirme. Et il le prouve.

Un exemple, entre cent. Chacun connaît l'expression : « *Arrive qui plante* ». Traduction libre : « Adviene que pourra, survienne n'importe qui ». D'où sort ce « plante » ? Un étymologiste comme Littré se mettrait l'esprit à la torture pour inventer une quelconque histoire de jardinier. Point du tout ! Songez à la locution latine : « *Adveniat quis erit* ». Qu'un plaisantin coupe ainsi les deux derniers mots : « qui serit » (qui plante)... L'explication est toute simple, ingénieuse d'ailleurs, et la plus vraisemblable du monde.

Et puisque nous parlions tout à l'heure de faïence, comment ne pas souscrire à cette interprétation de l'expression commune : « Se regarder comme chiens de faïence » (« *cum canis diffidentia* », avec la défiance du chien) ?

Grandeur et décadence

M. de Montherlant a passé, quelque temps, pour le successeur de Barrès. La jeunesse le lisait avec feu. Il chantait le sonnet du guerrier, les jeux du stade, les morts de Verdun, la vertu héroïque qui fait le matador, la vertu de renoncement qui fait que l'amoureux ne met pas un genou en terre pour boire à la fontaine du désir.

Hélas ! de cette génération de l'immédiate après-guerre, combien ont survécu, combien étaient dignes de survivre ? Montherlant en est réduit à organiser, tel un barnum de foire, sa réclame tapageuse et sans dignité. Il loue l'hémicycle de la Sorbonne, achète la plume des thuriféraires tarifés, plaide en personne son mauvais cas et, comme il lui fallait un repoussoir, expose à la malignité publique le nom et l'œuvre de son ami Delteil.

Delteil (Joseph) : autre raté, autre pitre ! Quand on songe que des critiques ont pris *les Poilus* pour une fresque épique et cette scandaleuse, cette blasphématoire *Jeanne d'Arc* pour une œuvre de haut cru. Je trouve la crudité : je cherche en vain la hauteur.

Bayard ou Bayarde ?

Il vient d'arriver au chevalier sans peur et sans reproche une mésaventure posthume. Comme si le héros des guerres d'Italie n'avait pas assez souffert des indiscretions de Fénelon !

Or, les ossements de Bayard étaient, dans sa bourgade natale, objet de vénération. Ni plus ni moins que le chef, l'avant-bras, le fémur ou le cubitus d'un fondateur de monastère ou d'un roi couronné. Les pèlerins affluaient, soucieux de contempler, dans leur cage de verre, les reliques de celui qui avait été, en son temps, le bras droit de la Fille aînée de l'Eglise. Mais le médecin du bourg qui, par hasard, s'occupait d'ostéologie et non de politique radicale, conçut le dessein sacrilège d'examiner de près les ossements de Bayard. Après des formalités administratives et au grand scandale des dévots, la chasse est ouverte, les reliques mise à jour. Horreur ! Notre indiscret constate, au premier examen, que le tibia que recouvrait la poussière vénérable des siècles, est d'une gracilité pour le moins insolite. Il pousse son enquête de plus près : le bassin du chevalier qui arma François I^{er} sur le champ de bataille appartient à une toute jeune fille à peine nubile.

Les habitants n'ont pas songé une minute à renouveler l'histoire du chevalier d'Eon. Consternés, ils ont abandonné à la fosse commune des ossements qui désormais leur font honte. L'occasion était belle cependant d'inscrire aux fastes de l'héroïsme féminin une nouvelle page de gloire. Car enfin, monsieur le morticole de province, si ce chevalier était une chevalière ?...

Paix à leurs os !

Il ne faut pas exhumer les ossements ; il ne faut pas ouvrir les tombes. L'histoire de la belle Marseille d'Altovitis devrait bien décourager, elle aussi, des amateurs de squelettes. Sans compter

que la vengeance de Tout-Ank-Amon n'est peut-être pas une fable. Pour en revenir à la belle Marseille, cette poétesse de Provence connut, au XVI^e siècle, une enviable célébrité. Elle était issue d'une famille florentine. La cité phocéenne l'avait adoptée et lui avait donné son nom. Son intrigue avec le duc de Guise, fils du célèbre Balafré, défraya la chronique galante. La jeune femme avait de qui tenir. Sa mère, la belle Chasteauneuf, avait brillé de tous ses feux dans « l'escadron volant » qui servait d'entourage à Catherine de Médicis. Abandonnée par celui qu'elle aimait, Marseille d'Altovitis mourut de langueur. Non sans avoir chanté, en des vers émus, son infortune et sa fidélité déçue.

On l'enterra à Saint-Victor, avec tous les honneurs dus à son rang de poétesse marseillaise. Quarante-huit torches blanches pleuraient des larmes de cire. Vingt-cinq ans après sa mort on ouvrit son tombeau. Le cadavre n'avait point subi les injures du cercueil. Villon eût aimé ce miracle du corps féminin préservé de la pourriture. Au témoignage de Tallemant des Réaux, ce cancanier impénitent et qui fait volontiers concurrence à Brantôme, le peuple frappé d'admiration voulait que l'on eût « inventé » les reliques d'une sainte. Un religieux qui savait sa chronique révéla les amours de Marseille et de M. de Guise. Mais les belles légendes ont la vie dure. Deux siècles plus tard, Chateaubriand expliquait galamment que « la noblesse de ses sentiments semblait avoir empêché la corruption d'approcher de Marseille ». Il est bien entendu que Marseille est une femme. Car, pour ce qui est de la ville-berceau, les gangsters se sont chargés de la déflorer fâcheusement.

Les locustines

Violette Nozière attend, à Saint-Lazare, de comparaître devant ses juges. Les journalistes, toujours bien informés, ont soin de nous tenir au courant de ses pratiques de piété : il paraît qu'elle a tapissé sa cellule avec des images représentant la vie de sainte Thérèse de Lisieux. A toute pécheresse, miséricorde ! Cette affaire d'empoisonnement remet sur le tapis le procès d'un empoisonnement célèbre : M^{me} Lafarge. Avec cette manie obsédante et mercantile de rattacher l'actualité au passé, — car il est assez pénible de constater que rien n'est nouveau sous le soleil, pas même la perversion dans le crime, — trois fournisseurs de papier imprimé reprennent, ces jours-ci, le procès de M^{me} Lafarge.

Il faut avouer d'ailleurs que peu de causes célèbres passionnèrent à ce point l'opinion. A presque un siècle de distance, le Limousin est encore divisé sur la question de la culpabilité de l'héroïne. La personnalité de l'avocat, la célèbre Lachaud, qu'on accusait, à tort ou à raison, d'éprouver pour sa cliente un sentiment tendre, ajoutait aux débats un caractère romanesque. Il y eut aussi — il y eut déjà — la bataille des experts. Hippocrate disait oui ; Gabien disait non. Arsenic ou pas arsenic ? Certaines dépositions furent accablantes pour l'inculpée. Mais ce qui frappe davantage le psychologue qui se penche sur le passé, c'est le bovarysme avant la lettre de cette petite bourgeoise de province. Mythomane, fêlée de littérature et folle de son moi, M^{me} Lafarge présentait tous les signes pathologiques de l'empoisonneuse de clinique. Ainsi Violette Nozière a-t-elle inventé le fameux M. Emile. Toutes les femmes qui tiennent leur journal ne sont pas des empoisonneuses. Mais on conseille vivement à toutes les femmes qui ne sont pas Katherine Mansfield de se contenter d'un agenda de poche, autrement dit d'un pense-bête.

Un conte d'amour

L'héroïne s'appelait Hélène, comme la belle Hélène pour qui Grecs et Troyens se battirent, comme Hélène de Surgères, la muse de Ronsard. Elle était ravissante, comme il se doit. Au surplus,

si agréable et si aimable que damoiseaux et jeunes seigneurs de son temps s'empressaient autour d'elle. C'est la reine Marguerite de Valois qui, dans ses *Mémoires*, nous la peint de la sorte, ajoutant que « sa principale séduction estoit la vertu et la grâce ».

Mais ce qui nous intéresse tout particulièrement dans l'histoire d'Hélène de Tournon, c'est qu'elle eut son épilogue à Siège, dans la cité du Prince-Evêque, comme vient de le révéler Abel Lefranc, dans un ouvrage rempli à ce sujet de curieux détails. Le conte est d'autant plus émouvant qu'il est rigoureusement authentique et semblerait avoir inspiré Shakespeare dans la tragédie d'*Hamlet*.

Or donc, Hélène de Tournon vivait à la Cour, sous l'égide de sa mère, dame d'honneur de la reine Margot, qui la dépeint comme « femme un peu rude et terrible ». Il n'en fallut pas davantage pour qu'elle contrariât les amours de sa fille avec M. de Varanbon. Le père de ce dernier renforça cette opposition, parce qu'il voulait qu'une femme au moins de sa famille fût d'Eglise. Quand Marguerite de Valois eut fait dessein de s'en aller trouver Don Juan d'Autriche pour le gagner à la cause du duc d'Alençon, Hélène partit dans la suite royale. Mais ni le faste du voyage, ni l'éclat des réceptions ne la purent distraire de ses tristes pensées. Le soir de son arrivée à Liège, elle dut paraître au bal et y dansa à ravir le pas de la reine de Navarre. Cependant son âme se consumait de chagrin. Comme on reconduisait la suite de la Reine au bateau royal amarré sur la Meuse, la pauvre petite fut prise d'un mal étrange, d'un « tel serrement de cœur », dit Marguerite, qu'elle en mourut.

On conduisit la morte au cimetière de Liège, sur un convoi couvert de fleurs et entouré de cierges, lorsqu'un cavalier arrivant de France à brides abattues fut arrêté par le cortège. C'était M. de Varanbon qui, contrit de n'avoir pas davantage lutté pour son amour, venait en hâte réparer sa lâcheté. Et c'est ici que se place l'épisode de Shakespeare. Tout comme Hamlet survenant au moment où l'on emporte le dépouille d'Ophélie, Valanbon s'étonne de ces funérailles dont toute la Cour se lamente. Quand il apprend que c'est de M^{lle} de Tournon qu'il s'agit, « il se pasme et tombe de cheval ».

« Déposez-la dans la terre et puissent, d'elle, renaître des violettes! », s'écrie Laerte dans la scène finale d'*Hamlet*. Ainsi dut penser le piteux amoureux. Et s'achève la triste histoire de cette belle Hélène enterrée chez nous, avec ce que le poète appelait « *Loveo labour's lost* » (les peines d'amour perdues).

L'histoire de l'arbre et des abeilles

Un journaliste de talent, M. Paul Werrie, publiera prochainement un *Albert I^{er}* écrit spécialement pour la jeunesse sous forme de récit épique, légendaire, mais sans déformer en rien les faits historiques. On y trouvera cette jolie « histoire » de l'arbre et des abeilles.

Or, il faut savoir qu'Albert avait pour cousin le funeste empereur d'Allemagne. Car il portait le nom de trois duchés allemands : Saxe, Cobourg et Gotha. Et l'arbre de sa généalogie plongeait ses racines dans ces trois duchés d'Allemagne.

Mais, comme on déracine un arbre et qu'on le transplante dans une autre terre, on avait transplanté cet arbre généalogique et on l'avait enraciné dans la terre belge. Et lui, nouvelle branche de l'arbre, il était né à Bruxelles. D'ailleurs, l'arbre avait été greffé d'une greffe française. Et il y coulait de la sève de France. Voici :

Un jour, une petite abeille française s'envola des bords de la Loire et partit pour l'Allemagne, de l'autre côté du Rhin. L'abeille s'appelait en vérité Stéphanie de Beauharnais et elle devint, par son mari, la princesse de Bade. Et celle-ci est une aïeule d'Albert I^{er}. Et voici comment.

La petite abeille de France rencontra là-bas une autre abeille, qui, elle aussi, apportait sur ses ailes d'abeille le pollen des fleurs de Seine-et-Oise. Et celle-ci s'appelait la Bastide Murat et elle devint, par son mariage, princesse de Hohenzollern-Sigmaringen.

Or, voilà que les deux petites abeilles de France, devenues princesses d'Allemagne, enfantèrent, la première une fille et la seconde un fils. Et cette fille et ce fils s'aimèrent et s'épousèrent.

La fille s'appelait du nom de son père : Joséphine de Bade et sa mère était Française. Le fils s'appelait du nom de son père : prince de Hohenzollern-Sigmaringen et sa mère était Française. Et à leur tour, ce fils et cette fille des abeilles françaises engendrèrent une fille qui s'appela du nom de son père, Marie de Hohenzollern-Sigmaringen. Et ses deux grand-mères étaient les deux petites abeilles françaises.

Et celle-ci, la petite fille, Marie de Hohenzollern-Sigmaringen, fut la mère d'Albert I^{er}.

Et c'est ainsi que dans les veines de ce Roi, coulait autant de sang français que de sang saxon.

C'est pourquoi il fut vraiment le Roi du Pays de l'Entre-deux, le pays de l'Escaut et de la Meuse, où il était né et où l'arbre de sa race avait repris racine depuis cent ans, depuis un siècle. Et comme un arbre étend ses racines bien loin, à gauche et à droite, sous le sol, l'arbre de sa race étendait ses racines à gauche et à droite, sous les frontières.

Mais, par les racines du milieu, la sève et le suc du sol belge lui étaient montés dans les veines et dans le sang. Car on sait que, par la force des choses, il s'élève du sol quelque chose qui monte dans le sang de l'homme. De même la sève et le suc montent par les racines dans les arbres et les plantes. Et c'est ainsi que ce Roi était Belge.

C'est pourquoi l'empereur Guillaume de Hohenzollern s'est trompé lourdement. Quelle erreur fut la sienne, grands dieux! à cet empereur qui portait les moustaches en croc et un casque à pointe, qui s'habillait comme un acteur de théâtre, avec de multiples costumes, et qui avait un bras plus court que l'autre! Quelle erreur!

Les tentatives de Paix de l'Empereur Charles au Printemps de 1917 et les lettres au Prince Sixte⁽¹⁾

L'entrevue de Homburg, fut mal interprétée à Paris, ce qui eut pour effet de diminuer la confiance que l'Empereur avait en ses propres vues et de décourager le petit cercle de ceux qui étaient initiés aux négociations de paix. Le 19 avril 1917 eut lieu, à St-Jean-de-Maurienne, une rencontre entre Lloyd George, Ribot et Sonnino, au cours de laquelle celui-ci déclara que les buts de guerre, stipulés dans le protocole de Londres, n'étaient pour l'Italie qu'un minimum. Le 22 avril, Jules Cambon, secrétaire général du ministère

(1) Ces pages font partie d'un ouvrage consacré par le comte A. Polzer-Hoditz, *L'Empereur Charles et la mission historique de l'Autriche*, à paraître prochainement chez Grasset. Ayant vécu dans l'intimité de l'empereur Charles depuis son adolescence, nommé en 1917 directeur de la chancellerie impériale — un des postes les plus élevés de la monarchie — le comte Polzer-Hoditz était tout particulièrement qualifié pour retracer la vie et la mort du dernier souverain de la Maison d'Autriche.

des Affaires étrangères, remit au prince la réponse négative de l'Entente à l'offre de l'empereur Charles. Ce refus était motivé par le fait que « les propositions portées à la connaissance du gouvernement français passaient absolument sous silence les revendications italiennes, et qu'il résultait des conversations échangées à Saint-Jean-de-Maurienne que le gouvernement italien n'était pas disposé à abandonner aucune des conditions qu'il avait mises à son entrée en guerre ».

Le même jour (22 avril) le prince Sixte communiqua cette réponse à Sa Majesté, tout en lui faisant remarquer qu'en dépit de certaines apparences contraires, le résultat acquis représentait un progrès dans la voie de la pacification générale. Il remit cette lettre au comte Erdödy, qu'il rencontra à Zug le 25 avril, et lui demanda de presser le souverain d'entamer les négociations avec l'Italie, par l'intermédiaire de l'Entente. L'entrée en guerre de l'Amérique obligeait l'Autriche à conclure la paix d'une façon beaucoup plus impérative que le mois précédent. Lloyd George estimait personnellement que l'Italie finirait par réduire ses revendications à la partie du Trentin de langue italienne et à quelques îles dalmates.

Le 26 avril, le comte Erdödy quitta Zug, afin de porter ce message à l'Empereur. Le 4 mai au soir, il était de retour à Neuchâtel, porteur de deux lettres, l'une en allemand de l'empereur Charles, l'autre en français de l'Impératrice. Dans la première, l'Empereur disait en substance : « Je te remercie de ta lettre et suis très satisfait de cette bonne base de paix pour ma chère Autriche ; mais il y a deux choses qui ne sont pas claires : il est absolument nécessaire que je te voie. La paix dépend de ta venue. » L'impératrice Zita écrivait de son côté : « Il y a des choses nouvelles et qui ne sont pas claires. L'Italie veut obtenir davantage par vous que directement par nous. Viens. »

Le messager de l'Empereur se trouvait chargé en outre de déclarations verbales. Environ trois semaines auparavant, l'Italie avait offert la paix à l'Autriche, en n'exigeant que le seul Tyrol de langue italienne. L'Empereur avait refusé, pour ne pas faire double emploi avec les négociations en cours. Outre l'Italie, la Russie, elle aussi, venait d'offrir la paix à l'Autriche. Si la paix était conclue avec l'Entente, la Turquie et la Bulgarie ne tarderaient pas à en faire autant. Toutefois ces puissances ne devaient pas être mêlées dès à présent aux négociations, afin d'éviter les retards qui en résulteraient. Le comte Erdödy fit également connaître le désir du comte Czernin, qui demandait qu'en cas de cessation des hostilités les officiers français du front russe opposé à l'Autriche fussent reportés sur le front russe opposé à l'Allemagne.

Le 5 mai, dans l'après-midi, le prince Sixte et Erdödy se mirent en route pour Vienne, où ils arrivèrent dans la soirée du 7 ; ils descendirent, comme précédemment, dans l'appartement du comte. Le prince Sixte se rendit le lendemain à Laxenburg, où l'empereur Charles le reçut dans une partie du parc, gardée par un cordon de sentinelles.

Le prince Sixte commença par exposer l'ensemble de la situation (1). L'Autriche n'était plus dans une position humiliante, puisque la Russie, la Serbie et la Roumanie ne constituaient plus des dangers militaires. Tous les esprits pondérés de la monarchie se grouperaient certainement autour de l'Empereur pour conclure une paix raisonnable, même au prix de quelques sacrifices. La

(1) Cette conversation entre l'empereur Charles, le prince Sixte et le comte Czernin est d'une grande importance pour juger le rôle du ministre autrichien dans cette affaire. Les révélations du prince Sixte n'ont donné lieu à aucun démenti de la part des sphères compétentes, d'où l'on peut en conclure qu'elles ne doivent pas être en contradiction avec la réalité. Il suffit du reste de comparer la lettre de l'empereur Charles au prince Sixte avec le projet de note fourni par ce dernier et de lire les déclarations du comte Czernin à ce sujet, pour se rendre compte que le sens et les traits essentiels de la conversation ont été fidèlement reproduits.

situation de l'Entente, d'autre part, se trouvait renforcée d'une manière considérable par l'entrée en guerre des Etats-Unis. Rien ne pourrait résister au déploiement des forces américaines. La guerre sous-marine avait manqué son but, ce dont les Allemands eux-mêmes devaient bien s'apercevoir. Une attitude résolue de la part de l'Autriche et la conclusion d'une paix séparée ne manqueraient pas d'amener une paix générale, sinon tout de suite, du moins dans le courant de l'année. Mais dans le cas où l'Autriche déciderait de continuer la guerre, il serait à craindre que l'Amérique ne soutînt la thèse du morcellement de la monarchie.

L'empereur Charles répondit que cet exposé était entièrement conforme à ses vues, et reconnut que seules les difficultés soulevées par l'Italie empêchaient les négociations d'aboutir. Il répéta au prince ce qu'il lui avait déjà fait dire par Erdödy et promit de lui donner la date exacte de la démarche entreprise à Berne par l'Italie. L'envoyé était un colonel italien. Il avait soulevé la question des compensations, pour les cessions territoriales que l'Autriche serait éventuellement prête à consentir à l'Italie.

Alors entra Czernin. Il commença tout d'abord par répéter les déclarations de l'Empereur au sujet de la démarche italienne, et promit de faire tenir au prince toutes les précisions nécessaires (nom de l'envoyé, date de la rencontre, etc.). Puis le prince Sixte répéta brièvement l'exposé qu'il venait de faire à l'Empereur. Le comte Czernin insista, non sans vivacité, sur le principe de la compensation à donner par l'Italie, et non par l'Allemagne. Il ajouta que l'Autriche ne pourrait rien céder de son territoire tant que l'Entente ne lui aurait pas garanti, en échange, le *statu quo* du surplus de la monarchie. A son tour, le prince lui demanda quelle serait l'attitude de l'Allemagne en face d'une paix conclue par l'Autriche. Le comte Czernin répondit que c'était une marotte des Français de croire que l'Autriche était complètement dans la main de l'Allemagne, et que rien n'était plus faux. L'armée autrichienne, délivrée désormais des Russes, disposait encore d'un nombre de divisions suffisant pour inspirer le respect à quiconque. Czernin fit comprendre qu'il traitait le chancelier du Reich sans ménagements et que ce n'étaient pas les rodomontades du quartier général allemand qui pouvaient l'impressionner.

Il insista ensuite longuement pour que la prochaine entrevue, définitive, eût lieu entre deux diplomates de profession, et que, de préférence, l'Entente envoyât un plénipotentiaire unique pour toutes les puissances. Puis il prit congé, échangea encore quelques mots avec l'Empereur et dit au prince Sixte, en lui serrant la main, combien il était heureux de voir les choses prendre si bonne tournure. « J'espère, ajouta-t-il, en souriant, que bientôt nous ne serons plus des ennemis. »

Vers la fin de la conversation le prince Sixte demanda à l'Empereur si l'Autriche, dans ses tentatives de rapprochement, n'était pas simplement l'instrument de l'Allemagne. Une proposition de paix autrichienne ne serait alors, en réalité, qu'une proposition de paix allemande camouflée. L'empereur réfléchit quelques instants, puis il répondit : « Croire cela serait une erreur complète. Si l'Allemagne continue à faire la sourde oreille à nos suggestions raisonnables, nous ferons la paix sans elle, car c'est notre droit et notre devoir, et nous en avons tous les moyens... Si cependant les relations devaient se gêner entre l'Allemagne et nous, il faudrait que je sois en mesure de compter sur l'appui de l'Entente. »

Le lendemain, 9 mai, anniversaire de l'Impératrice, l'Empereur reçut une seconde fois le prince dans le parc de Laxenburg, à la même heure que la veille et lui remit une lettre autographe. C'est celle que l'on appelle communément la « seconde lettre de l'Empereur ». Il lui donna en même temps une note du comte Czernin, dans laquelle celui-ci résuma en quatre points ce qu'il avait dit la veille en présence de l'Empereur. L'Empereur et l'Impératrice exprimèrent confidentiellement au prince l'espoir que la paix

serait bientôt faite et qu'alors s'ouvrirait une ère nouvelle pour la monarchie.

* * *

Le prince quitta Vienne le même soir et arriva le 11 mai à Neuchâtel. Le 12 mai, le comte Erdödy vint l'y rejoindre. Il apportait les précisions promises, concernant les propositions de paix italiennes. Un envoyé spécial du grand quartier général italien était venu à Berne, environ une semaine avant l'entrevue de Saint-Jean-de-Maurienne. Il s'était présenté d'abord chez le ministre d'Allemagne, puis chez le ministre d'Autriche. La demande s'adressait en premier lieu à l'Allemagne. L'Italie était prête à conclure la paix si l'Autriche lui cédait le Trentin et Aquilée. Cette offre était motivée par l'attitude générale de l'armée italienne qui en avait assez de la guerre, et par la crainte d'une révolution. Sonnino ne savait rien de cette démarche. Il est certain toutefois qu'elle avait eu lieu d'accord avec un grand parti politique (Giolitti, Tittoni) et qu'elle émanait du roi. L'Allemagne était priée de peser sur l'Autriche, pour qu'elle acceptât cette demande.

Ce qui se passa, à l'occasion de cette proposition italienne, est aussi obscur que le rôle joué par Czernin dans cette affaire. Il est indiscutable que l'Empereur cite dans sa lettre une proposition de ce genre, que les communications verbales faites par le comte Erdödy le 4 mai 1917 y ont également trait, que le prince Sixte raconte dans son livre (1) qu'au cours de l'entrevue de Laxenburg du 8 mai 1917, le comte Czernin confirma les dires de l'Empereur à cet égard, et s'engagea même à faire tenir au prince des renseignements complémentaires sur cette démarche. L'empereur Charles m'avait dit, à moi aussi, que l'Italie avait offert la paix à l'Autriche, et l'on se souvient que Czernin fit une communication semblable à Sa Majesté, au départ du voyage impérial à Homburg. Or, le 8 janvier 1920 (2) le comte Czernin publia la déclaration suivante : « Je n'ai jamais reçu aucune proposition italienne pendant toute la durée de mes fonctions... Une offre de paix de Cadorna, à laquelle fait allusion une lettre de l'Empereur, m'est, elle aussi, totalement inconnue. »

Le moins que l'on puisse dire est que cette déclaration est inexacte. Car le comte Czernin a fait clairement allusion à des offres de paix séparée de l'Italie lors de la conférence tenue à Berlin le 26 mars 1917. Même en admettant que cette proposition de paix ne coïncide pas (en raison de la date à laquelle il en fut question, mars 1917) avec celle que mentionne la seconde lettre de l'Empereur, et qui a dû avoir lieu vers le début d'avril, il est pour le moins étrange que le comte Czernin affirme « n'avoir jamais eu connaissance d'aucune démarche italienne ». Ce qu'écrivit Bethmann-Hollweg dans ses « Considérations sur la guerre mondiale (3) » contredit également ces déclarations. Bethmann raconte que Czernin lui avait fait savoir, le 13 mai 1917, « que l'Angleterre, la France et l'Italie avaient offert une paix séparée à l'Autriche, si celle-ci consentait à céder à l'Italie le Trentin et quelques îles dalmates ». Cette communication se situe donc quelques jours après l'entrevue de l'empereur Charles et du prince Sixte à Laxenburg (8 mai 1917), entrevue à laquelle Czernin avait pris lui-même part, et où la proposition italienne avait été discutée. On voit, par le rapprochement de ces divers textes, combien les déclarations du comte Czernin sont sujettes à caution. Car même en admettant qu'aucune proposition de ce genre n'ait été faite par l'Italie, Czernin a gravement induit en erreur l'empereur Charles sur un

point essentiel (1), — ce qui ne veut pas dire qu'il l'ait fait intentionnellement. Si Czernin a pris des illusions pour des réalités, cela tient sans doute à l'état de nervosité exceptionnelle dont il fit preuve pendant toute la durée de son ministère, et qui peut s'expliquer, jusqu'à un certain degré, par la difficulté presque surhumaine de sa tâche. Mais ses déclarations de 1920, affirmant n'avoir jamais reçu aucune proposition italienne, ne peuvent être mises sur le compte d'une nervosité excessive. Car Czernin les a publiées bien après la fin des hostilités, et après mûre délibération. Il devait savoir qu'elles n'étaient pas tout à fait conformes à la réalité, et qu'elles avaient en outre le tort de présenter à l'opinion publique, comme une chose inventée de toutes pièces, un passage essentiel d'une lettre de l'Empereur.

La « seconde lettre de l'Empereur » mit fin à l'« affaire Sixte », du moins en ce qui concerne l'Empereur et Czernin. Car les conditions de paix développées, offertes par l'empereur Charles dans cette seconde lettre, restèrent sans réponse. Malgré tous les efforts de Poincaré, Ribot réussit à déchirer le fil ténu de la paix, qui commençait à se tisser sous de si heureux auspices. Car le ministre français, qui s'était borné à garder jusque-là une attitude réservée et sceptique, s'empressa de barrer la route aux nouvelles propositions autrichiennes, sitôt qu'il vit qu'elles rendaient la paix possible, peut-être même probable. Il tendit la main à Sonnino, et ruina toute l'œuvre amcricée.

On projeta une rencontre entre le roi d'Angleterre, le président de la République française et le roi d'Italie, au cours de laquelle celui-ci serait prié de fournir des explications au sujet de la démarche italienne mentionnée dans la lettre de l'empereur Charles. Mais le roi d'Italie ne vint pas. Sonnino l'en avait empêché. L'invitation adressée au roi d'Italie, le priant d'assister à une conférence sous prétexte d'examiner la situation nouvelle créée par la révolution russe, resta sans réponse, bien que Lloyd George ait renouvelé l'invitation de la façon la plus pressante. Ce silence causa une véritable stupeur à Paris et à Londres. On pensa que Sonnino avait éventé la mèche « et qu'il flairait quelque chose ». Il avait dû être averti. Or il est fort probable que le Roi, qui subissait à ce moment l'influence de Giolitti et de Tittoni, se serait montré moins intransigeant que Sonnino.

Ces événements jettent un jour singulier sur les agissements de Ribot. Car malgré sa promesse solennelle, il divulgua à Sonnino, en juillet 1917, tout le détail des négociations poursuivies par le prince Sixte, et lui donna à lire les lettres de l'empereur Charles, ainsi que tous les documents qui les accompagnaient. On n'enlèvera certes pas à Ribot la satisfaction qu'ont dû lui causer les remerciements émus du baron Sonnino « pour son attitude absolument correcte ». Quant à savoir si ce fut uniquement le sentiment du devoir envers son allié qui influença Ribot au point de faire passer « une attitude absolument correcte » vis-à-vis de l'Italie avant les intérêts primordiaux de la France, le bien de l'Europe et les milliers de vies humaines qu'allait coûter la prolongation de la

(1) Le professeur Fester, dans son ouvrage consacré à la *Politique de l'empereur Charles*, étudie la question d'un émissaire de paix italien en citant les sources (p. 58). Au début de mars 1917, certaines ouvertures avaient été faites à Zurich, de la part de l'Italie, à un membre de l'ambassade d'Allemagne à Berne, suivant lesquelles le roi Victor-Emmanuel serait prêt à signer la paix, moyennant certaines cessions territoriales. On avait trouvé inopportun à Berlin de jouer le rôle de médiateur entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie. On avait également trouvé bizarre que l'émissaire italien eût laissé savoir que toute offensive entreprise contre l'Italie réduirait à néant toutes les possibilités de négocier. On avait soupçonné que ces pourparlers étaient un piège, une ruse de guerre destinée à détourner de l'Italie l'offensive projetée et qui risquait de tourner pour elle au désastre. Aussi le chancelier du Reich s'était-il borné à communiquer cette nouvelle à Czernin, en le priant de la garder pour lui et de ne pas en parler à l'empereur Charles. Il me semble que le professeur Fester a raison d'identifier cette démarche avec la proposition de paix mentionnée par l'Empereur dans sa seconde lettre. Ceci confirmerait une fois de plus l'inexactitude des déclarations de Czernin du 8 janvier 1920 et montrerait avec quelle coupable légèreté et quel manque de précision il a transmis cette nouvelle à l'Empereur.

(1) *L'offre de paix séparée de l'Autriche*, p. 157.

(2) Déclarations du comte Ottokar Czernin du 8 janvier 1920, reproduites par la *Neue Freie Presse* du 12 janvier 1920.

(3) BETHMANN-HOLLWEG, *Betrachtungen zum Weltkrieg*, vol. II, pp. 203 et suiv.

guerre, c'est là une question à laquelle chacun pourra répondre à sa guise. Mais Anatole France n'avait sans doute pas tort d'écrire : « Ribot est une vieille canaille d'avoir négligé une pareille occasion. Un roi de France, oui, un roi, aurait pitié de notre pauvre peuple exsangue, exténué, n'en pouvant plus. Mais la démocratie est sans cœur et sans entrailles. Au service des puissances d'argent, elle est impitoyable et inhumaine. »

* * *

Pour se faire une idée exacte des intentions de l'empereur Charles pendant toute l'affaire Sixte, il importe de ne pas oublier les faits suivants : au printemps de 1917 notre situation était désespérée. L'Autriche avait combattu aux côtés de son alliée jusqu'à l'épuisement de ses forces. Continuer la guerre, c'était exposer inéluctablement la monarchie à l'effondrement intérieur et au démembrement. L'Allemagne se trouvait dans une situation infiniment meilleure que nous. Ses vainqueurs pouvaient l'affaiblir et la réduire à l'impuissance, mais non l'anéantir. *Elle ne luttait pas comme nous, pour son existence, mais pour l'intégrité de ses frontières; ce qu'elle voulait, en réalité, c'était signer une paix victorieuse et accroître sa puissance.* Si nous parvenions à obtenir des conditions raisonnables, et si l'Allemagne refusait de nous suivre dans la voie de la conciliation, notre situation tragique nous commandait de nous détacher de notre alliée et de signer la paix séparée qui nous était offerte, car il y allait de notre vie. Du jour où l'on sut que l'effondrement serait la conséquence inévitable d'une prolongation de la guerre, c'eût été trahir tous ses devoirs envers les populations autrichiennes que de les renvoyer au feu, de continuer à les exposer à de terribles privations et de les entretenir dans l'illusion de la victoire à seule fin d'aider notre allié à réaliser brutalement ses propres buts de guerre. L'heure était venue où la fidélité à l'alliance devait s'effacer devant des considérations plus impérieuses. « Le maintien des alliances conclues entre grandes puissances, dit Bismarck, est relatif sitôt qu'entre en jeu la lutte pour la vie. On ne peut exiger d'aucune nation qu'elle sacrifie son existence sur l'autel de la fidélité des traités si elle est mise en demeure de choisir entre les deux. Aucune clause d'alliance ne saurait supprimer l'adage : *Ultra posse nemo obligatur* ». Pourtant le comte Czernin considérait que l'empereur Charles aurait commis « un acte déshonorable » s'il s'était séparé de son allié; avec une méconnaissance absolue des devoirs qui incombaient à son seigneur et maître vis-à-vis des populations de la monarchie, il ne comprit jamais que l'on pouvait sans doute placer la fidélité au-dessus de ses intérêts privés, mais qu'aucun prince ne pouvait considérer comme « honnête » de sacrifier son peuple et son empire à la mise en pratique d'une vertu individuelle. Le comte Czernin invoque encore un second argument. Il pense qu'en cas de paix séparée le Tyrol et la Bohême seraient devenus le théâtre des opérations de guerre. Ceci est possible mais nullement certain. Car la conclusion d'une paix séparée aurait modifié si profondément la situation politique et stratégique, qu'il est impossible d'en imaginer toutes les répercussions. La comparaison tirée d'une tout autre situation militaire — l'avance des troupes allemandes dans le Tyrol après la conclusion de la paix séparée par Andrassy à l'automne de 1918 — n'est pas non plus concluante. D'ailleurs l'entrée des troupes allemandes en Bohême et dans le Tyrol eût été un mal infiniment moindre que la continuation de la guerre et l'effondrement total, dont les symptômes commençaient à poindre à l'horizon. Car l'Allemagne, dans ce cas, se serait montrée l'ennemie déclarée de l'Autriche, ce qui aurait pu causer le plus grand tort à l'empire de Bismarck et à la dynastie des Hohenzollern, au moment de la conclusion d'une paix générale, lorsque l'Allemagne se serait effondrée à son tour. Je me souviens qu'au début d'août 1917

l'Entente avait offert à l'Autriche la Silésie et la Bavière, si elle consentait à garder une stricte neutralité, mais que l'empereur Charles avait répondu qu'il ne pouvait se faire payer sa neutralité sur le dos de son allié. Ce scrupule aurait été levé si l'Allemagne était devenue notre ennemie.

Si le prince Sixte attachait tant d'importance à ce que l'empereur Charles donnât son adhésion à un ensemble de points, sur la base desquels il aurait été possible d'entamer des négociations avec l'Allemagne, c'est qu'il pensait, lui aussi, à une paix générale : *car l'Alsace-Lorraine et la Belgique ne concernaient nullement l'Autriche, mais uniquement l'Allemagne. L'Entente donnait donc clairement à entendre qu'une paix générale était possible à ce prix.* Je sais fort bien que les hommes d'Etat de l'Entente n'ont cessé de répéter qu'ils ne signeraient la paix avec l'Allemagne que lorsqu'elle serait complètement battue, et le prince Sixte l'écrivit lui-même à l'Empereur dans sa lettre du 16 mars 1917. Mais il ressort d'une façon presque documentaire de l'affaire Sixte que ces affirmations n'étaient que des fanfaronnades, derrière lesquelles se dissimulait la conviction que l'Allemagne ne renoncerait pas à l'Alsace-Lorraine avant d'être définitivement vaincue. Je ne puis évidemment baser cette opinion que sur les documents dont j'ai eu connaissance, mais il semble que le comte Czernin, qui était parfaitement au courant de la situation à cette époque, ait partagé lui aussi cette manière de voir. Sans quoi il n'aurait pas écrit dans son mémorandum sur la Pologne et la Roumanie que « si l'Allemagne restituait la France et la Belgique, avec quelque chose en plus, alors la paix était faite ». Si l'Entente, elle aussi, n'avait pas songé à une paix générale, elle n'aurait attaché aucune valeur à la promesse de l'Empereur de soutenir les revendications de la France au sujet de l'Alsace et de la Lorraine, puisque, quoi qu'il arrivât, l'Entente n'entendait signer la paix avec l'Allemagne qu'après l'avoir complètement battue. Si tel eût été le cas, on n'aurait parlé que des points concernant directement l'Autriche-Hongrie, et sur la base desquels on pouvait traiter avec elle. Pour exercer une pression sur l'Allemagne, et ouvrir ainsi la voie à une paix générale, il fallait d'abord préparer le terrain d'une paix séparée. Czernin lui-même était de cet avis, bien qu'il n'ait pas expressément employé le mot de « paix séparée » dans les documents qu'il rédigea pendant le cours des négociations. En effet, le paragraphe IV de l'aide-mémoire qu'il remit le 9 mai au prince Sixte dit textuellement ceci : « Toutefois, l'Autriche-Hongrie est prête à poursuivre les conversations, à travailler comme par le passé à une paix honorable et à préparer ainsi la voie à une paix générale. » Le comte Czernin établit donc une distinction entre une paix générale et une paix « honorable », que l'Autriche était prête à négocier « comme par le passé ». Il ne peut s'agir évidemment que d'une paix séparée. D'ailleurs, ce sont les mots mêmes dont se servit Czernin lors de son entretien du 13 mai 1917 avec Bethmann-Hollweg.

* * *

Quant à l'attitude que l'empereur Charles comptait adopter à l'égard de l'Allemagne, il suffit, pour s'en rendre compte, de comparer le brouillon rédigé à Neuchâtel, le 5 mai, par le prince Sixte, pour servir de base à une lettre de l'Empereur, avec le texte de la seconde lettre, adressée par le souverain à son beau-frère, le 9 mai 1917. Le prince voulait obtenir tout de suite une déclaration écrite de l'Empereur affirmant sa volonté de conclure une paix séparée avec l'Entente, donc avant d'en avoir parlé avec l'Allemagne. *L'Empereur s'y refusa parce que ses intentions étaient autres.* Ce qu'il voulait obtenir, c'était seulement les bases d'une paix séparée, les faire connaître à l'Allemagne, et placer celle-ci devant l'alternative suivante : « Ou bien vous signez la

Paix avec l'Entente en acceptant ces conditions qui sont les seules possibles, ou bien nous signons de notre côté une paix séparée. Dans tous les cas, nous n'allons pas poursuivre la guerre, car ce serait aller au-devant de notre effondrement total. » Czernin ne peut guère avoir pensé différemment. J'ai déjà exposé plus haut les raisons pour lesquelles je crois pouvoir l'affirmer. Si l'empereur Charles avait négocié directement avec l'Entente, sans se préoccuper des conditions susceptibles d'amener une paix générale, on pourrait croire que son point de vue différait sensiblement de celui de son ministre. Mais tel n'était pas le cas. Il ressort clairement des négociations et des documents officiels que l'Empereur s'efforçait, lui aussi, de parvenir à une paix générale. Seule, sa manière de procéder différa de celle de son ministre. Car l'Empereur *voulait* la paix, tandis que Czernin se bornait à la *désirer*, *Et pour obtenir à bref délai les bases d'une paix séparée, il fallait avant tout montrer clairement à l'Entente qu'une volonté sincère de paix existait déjà*. Il fut impossible de décider Czernin à faire le premier pas; l'Empereur fut donc obligé d'en prendre lui-même l'initiative; car si les négociations avaient été menées comme le désirait Czernin, il est facile de se rendre compte, d'après la part qu'il prit aux conversations, qu'elles auraient duré jusqu'au jugement dernier. Il *fallait* que l'empereur Charles entreprît ce geste décisif sans en avertir son ministre. *Il fallait* qu'il en assumât l'entière responsabilité, s'il voulait arriver à la paix. *Il fallait* qu'il se demandât — et il s'est en effet demandé — s'il devait laisser périr son pays et son peuple, simplement parce qu'il ne trouvait aucun ministre qui voulût fermement la paix, ou qui, s'il la voulait, eût le courage d'entreprendre les seules démarches susceptibles de la faire aboutir. L'Entente exigeait un document qui mit notre sincérité hors de doute. Et c'était bien naturel. Qui devait le rédiger? Ne fallait-il pas que ce fût l'Empereur, puisque le ministre responsable se refusait à le faire? Changer de ministre eût été difficile, car l'Empereur aurait dû mettre au courant des négociations tous les successeurs éventuels, même au risque de s'exposer à un refus de leur part. Et ceci n'eût été guère possible, en raison du secret absolu dont il fallait entourer les pourparlers. D'ailleurs, l'Empereur se sentait d'accord avec son ministre sur le fond même de la question. Lorsque les lettres de l'Empereur eurent été remises au prince Sixte, seule une mince paroi nous séparait encore de la paix. A cette époque, le pays pouvait encore être sauvé. Et en cas de réussite, *comme le peuple autrichien, comme l'univers entier auraient béni la main qui avait écrit ces lettres, mettant ainsi un terme à l'effusion de sang!* On n'a pas le droit de condamner cette démarche, simplement parce qu'elle n'a pas été couronnée de succès. Quant à l'empire allemand, de combien n'aurait-il pas été redevable à l'empereur Charles si la tentative, faite au printemps de 1917, avait abouti? Des centaines de milliers de vies humaines, la dynastie, l'armée, la flotte, l'ordre bourgeois et la richesse publique auraient été sauvés. L'Allemagne n'aurait jamais connu le désastre de 1918. Et pourtant, si la paix avait été signée à ce moment-là, il ne se serait élevé qu'un cri de douleur et d'indignation à travers tout l'empire allemand pour déplorer la perte de l'Alsace-Lorraine et flétrir le Habsbourg dont la « trahison » avait porté ce coup fatal à son allié. Il ne faut pas s'imaginer que l'empereur Charles n'ait pas connu et ressenti à l'avance le caractère tragique de sa destinée.

Il serait également faux de déduire de l'épisode communément appelé « l'affaire Sixte » que l'empereur Charles avait l'intention de trahir son allié. *Il a défendu les intérêts autrichiens, et les a fait passer avant tous les autres. C'était là, d'ailleurs, son droit et son devoir de souverain*. Les maîtres de l'Allemagne n'ont jamais agi autrement. Qu'il me suffise de rappeler à ce propos l'affaire Bülow, dont j'ai parlé plus haut.

Il semble, en outre, que l'Allemagne n'ait pas hésité à communi-

quer à la France, sans nous en avertir, des propositions de paix dont nous devons faire tous les frais. En effet, le prince Sixte de Bourbon-Parma raconte que lorsqu'il fit savoir pour la première fois, le 11 février 1917, à Jules Cambon, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, que l'empereur Charles était désireux de conclure la paix, Cambon lui répondit : « Une proposition émanant de l'empereur d'Autriche est un fait nouveau. Jusqu'ici, les Alliés n'ont reçu que des propositions allemandes. » Ces propositions étaient les suivantes : Constantinople et la Bukovine aux Russes; la Transylvanie aux Roumains, la Pologne russe et autrichienne érigée en royaume indépendant, tandis que la Pologne allemande resterait à la Prusse; la Serbie rendue aux Serbes, agrandie de l'Albanie; Trente et Trieste à l'Italie; pour la France, aucune promesse formelle; pour la Belgique, promesses vagues n'excluant point une sorte de domination allemande. Le même jeu se renouvela lors des propositions de paix officielles (1). Mais les pangermanistes eux-mêmes, qui furent les plus violents à dénoncer la « trahison » de l'empereur Charles, ne se sont jamais embarrassés des obligations que leur créait l'alliance autrichienne. En voici, en passant, un exemple qui a la valeur d'un aveu. Le Dr A. Ritter, de Winterstetten, écrivait dès 1913, dans sa brochure de propagande pangermaniste *Berlin-Bagdad* : « On s'est souvent demandé si le mieux pour l'empire allemand ne serait pas de sauver les vieux territoires fédérés d'Autriche de la marée envahissante des Slaves, en les incorporant au Reich, et en abandonnant le reste (de la monarchie) à son destin; cette très ancienne question a été maintes fois débattue, et a généralement reçu une réponse affirmative. » Messieurs les pangermanistes auraient certainement trouvé conforme aux traités de tomber sur leur allié pour le mettre en pièces. Il est vrai qu'au passage précité fait suite un paragraphe, empreint de plus de pondération, démontrant qu'en fin de compte l'Allemagne perdrait plus qu'elle ne gagnerait à un tel démembrement. Loin de moi l'idée de dénier à Messieurs les pangermanistes le droit de calculer froidement la défense de leurs intérêts. En politique, les sentiments n'existent pas. Mais j'ai le droit de leur interdire de critiquer d'une façon désobligeante les soi-disant « infidélités » de l'Autriche, et je ne puis que déplorer, pour finir, que nous nous soyons laissés guider si longtemps par nos sentiments.

Il est bien dans la manière des hommes d'Etat et des généraux allemands d'accuser l'empereur Charles d'ingratitude chaque fois qu'ils parlent des décisions qu'il prit au cours de son règne. Ce reproche laisserait supposer que l'Empereur avait une dette de reconnaissance à acquitter envers l'Allemagne. Il est permis de se demander si une telle dette a jamais existé, et, si oui, de quel côté elle se trouvait. L'empire allemand a volontiers le mot de *Niebelungentreue* dans la bouche. Mais cette « fidélité des Niebelungen », qui donc y a mis fin? Qui donc opposa un « non » catégorique aux propositions d'encerclement de l'Allemagne formulées par Edouard VII? Ne fut-ce pas l'empereur François-Joseph? Sans aucune mise en scène et sans se départir de sa simplicité coutumière, celui-ci a fait preuve à cette occasion d'une fidélité vraiment « digne des Niebelungen ». Il a agi avec une noblesse de sentiments dont seul un Habsbourg est capable.

Quant à l'empereur Charles, il n'a jamais agi autrement. En 1917, j'ai eu entre les mains, comme je l'ai déjà dit, une offre de paix séparée de l'Entente, extraordinairement favorable pour l'Autriche. Mais l'Empereur refusa de la prendre en considération, du moment qu'elle n'était pas compatible avec les obligations du traité. Il est certain que si nous n'avions obéi qu'à nos propres intérêts, l'alliance conclue par l'Autriche-Hongrie aurait été dénoncée bien plus tôt. *Tandis que pour l'Allemagne prussienne, et il importe de souligner ce point d'une façon toute particulière,*

(1) Prince SIXTE DE BOURBON, *L'offre de paix séparée*, p. 48.

e maintien du traité était une question vitale, ce qui est tout autre chose que de la fidélité. Avait-elle la possibilité de pactiser avec une autre puissance? Ne fut-ce pas uniquement l'alliance avec l'empire des Habsbourg qui la sauva d'un « splendide isolement »? Grâce aux méthodes prussiennes, elle avait mobilisé contre elle l'antipathie, et aussi, il faut le reconnaître, la jalousie méfiante de tous les peuples de la terre. Pour l'Autriche-Hongrie, le maintien de l'alliance se présentait sous un jour très différent, car d'autres voies lui étaient ouvertes. Ni l'Angleterre, ni la France, ni les États-Unis n'étaient ses ennemis. Le maintien de l'alliance était donc bien, pour l'Autriche, une question de fidélité, et elle fit passer ce sentiment avant ses propres intérêts. Quant à la coopération militaire, elle était un devoir réciproque parfaitement naturel, puisqu'elle avait pour objet de défendre nos intérêts communs. L'armée austro-hongroise a droit à un tribut de reconnaissance et d'admiration égal à celui qui revient de plein droit à l'armée allemande, pour l'ensemble des victoires remportées sur les champs de bataille.

* * *

L'affaire Sixte eut son épilogue, que je veux relater ici, bien qu'il se soit situé à une époque ultérieure.

En mai 1917 on pouvait considérer que les efforts de l'empereur Charles et du comte Czernin, pour se rapprocher de la paix, avaient abouti à un échec. Le public n'eut connaissance de ces négociations qu'au printemps de 1918, soit un an après le moment où elles avaient eu lieu. Entre-temps, la situation politique s'était profondément modifiée. Le comte Czernin était persuadé, à cette époque que notre salut ne dépendait plus que de la victoire finale des armées allemandes, ce qui était une erreur manifeste, car la guerre était déjà perdue depuis longtemps, et l'on n'entrevoit plus aucun chemin menant à la paix. Mais il est certain qu'au point de vue militaire nous en étions réduits à l'aide de l'Allemagne. Ce qui dominait tous les autres. Nous étions entraînés sans recours dans le sillage de notre allié. C'était la conséquence inéluctable des lourdes fautes que nous avions commises précédemment dans notre politique intérieure et extérieure.

Il est étrange que la révélation des négociations de paix entamées en 1917 ait provoqué une émotion aussi considérable, puisque cette affaire avait perdu toute actualité et toute signification politique à cette époque. Aucun aveu ni aucun démenti ne pouvaient causer le moindre préjudice à l'Allemagne. L'affaire Sixte n'avait plus qu'une valeur historique. Sans doute ces pourparlers forment-ils un chapitre intéressant de la guerre, parce qu'ils éclairent la situation politique en 1917 et permettent de juger les intentions pacifiques de l'Empereur, ainsi que l'attitude adoptée à cet égard par le directeur de notre politique étrangère. Mais tous les faux-fuyants, les serments et les démentis, les explications et les réfutations auxquels donna lieu en 1918 la révélation de cette affaire contribuèrent à en fausser la véritable physionomie. Ils furent démesurément amplifiés par les pangermanistes, les adversaires de la dynastie, les partisans de la guerre à outrance et les défenseurs d'une « paix victorieuse », qui s'en servirent pour envenimer leur propagande contre l'Empereur. Leur but était de tromper le public sur la véritable façon dont les pourparlers avaient été menés. Au lieu d'examiner le sens et la portée réelle de ces négociations, ils firent passer au premier plan, pour mieux les disqualifier, les tentatives embarrassées, et d'ailleurs parfaitement inutiles, entreprises en haut lieu pour masquer la vérité. De sorte que l'opinion, égarée par toutes ces polémiques tendancieuses, finit par être convaincue que l'empereur Charles avait en effet voulu trahir l'Allemagne, derrière le dos de ses ministres.

Comme la publication des négociations de paix a déjà fait couler beaucoup d'encre, et qu'aujourd'hui encore bien des opinions

fausses persistent à cet égard, je veux examiner d'une façon critique les événements qui survinrent à cette époque, avant de clôturer ce chapitre consacré aux propositions de paix de l'empereur Charles.

Le discours prononcé par le comte Czernin, le 2 avril 1918, devant une délégation du conseil municipal de Vienne, contenait une phrase qui ne pouvait guère passer inaperçue :

« Quelque temps avant le commencement de l'offensive sur le front occidental, disait-il, M. Clemenceau me fit demander si j'étais prêt à entrer en négociations et sur quelles bases. Je répondis immédiatement, d'accord avec Berlin, que j'étais prêt à ces négociations, que je ne voyais aucun obstacle à la paix avec la France si ce n'était les aspirations françaises relatives à l'Alsace-Lorraine. On répondit de Paris qu'il était impossible de négocier sur cette base. »

C'était là une véritable provocation à l'égard de Clemenceau. Fallait-il n'y voir qu'une simple étourderie de notre ministre des Affaires étrangères? Et dans le cas contraire, quel était son but caché en prononçant ces paroles? Comment se peut-il que le directeur de notre politique extérieure n'ait pas vu qu'en révélant ainsi des négociations dont le caractère confidentiel avait été maintes fois souligné, nous nous fermions à tout jamais la possibilité d'entamer de nouveaux pourparlers secrets? Comment a-t-il pu commettre une faute diplomatique aussi élémentaire? On a reproché à l'Empereur de n'avoir rien objecté, lorsque le projet de ce discours fut soumis à son approbation (1); on a prétendu qu'il avait dû oublier la lettre adressée en son temps au prince Sixte, et dont Czernin n'avait pas eu connaissance. On peut répondre à cela qu'il est trop facile d'invertir les rôles et de rendre l'Empereur responsable des discours de son ministre. D'ailleurs, le passage précité faisait allusion aux négociations Armand-Revertera. En relisant ce discours, l'Empereur n'avait aucune raison de penser à l'affaire Sixte, qui remontait déjà à plus d'un an. Et même s'il y avait pensé, il n'ignorait pas que le comte Czernin avait pris part, lui aussi, aux négociations. Mais Czernin savait mieux que quiconque le but qu'il poursuivait en divulguant les conversations entre le comte Revertera et le comte Armand, quoiqu'il se fût engagé à les tenir secrètes. Et il agit avec une telle désinvolture qu'il s'attira immédiatement cette riposte de Clemenceau : « Le comte Czernin a menti. »

Même en écartant la supposition qu'il ait voulu nuire à l'Empereur, Czernin n'a fait qu'accumuler fautes sur fautes. Il commença par dévoiler au grand jour les négociations entre Revertera et Armand, et ce avec une partialité si évidente qu'elle équivalait à une provocation. La réponse de Clemenceau ne se fit pas attendre. Elle faisait clairement allusion à la médiation du prince Sixte. Après cet avertissement, la sagesse aurait dû commander à Czernin de s'en tenir là, car il était à prévoir qu'en cas de nouvelles provocations Clemenceau ne manquerait pas de révéler tous les détails d'une négociation à laquelle Czernin avait pris lui-même une part active. Une explication discrète au gouvernement allemand aurait amplement suffi, puisque les pourparlers en question avaient perdu depuis longtemps toute actualité. Mais au lieu de garder le silence, Czernin rédigea un nouveau communiqué parfaitement superflu. La réponse française mettait les choses au point :

« Qui donc aurait cru, disait-elle, qu'il fût besoin du comte

(1) Ce discours dont l'importance politique était considérable fut soumis à l'Empereur dans une heure tardive de la soirée, de sorte qu'il n'eut pas le temps de se rendre compte de ses conséquences. Le lendemain, certains passages de ce discours lui parurent inquiétants, mais il était trop tard pour le reviser. L'Empereur était préoccupé non seulement par certains points de politique extérieure, mais par la façon dont Czernin traitait certaines questions intérieures. En effet, ce discours contenait des attaques très violentes à l'égard des Tchèques, attaques que l'Empereur jugeait tout à fait inopportunes.

Revertera pour élucider dans l'esprit du comte Czernin une question sur laquelle l'empereur d'Autriche avait lui-même prononcé le dernier mot? Car c'est bien l'empereur Charles qui, dans une lettre du mois de mars 1917, a de sa main consigné son adhésion aux justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine. Une seconde lettre impériale constate que l'Empereur était d'accord avec son ministre » (1).

Dans l'après-midi du 9 avril, Czernin, qui s'était rendu entre-temps à Bucarest, pria l'Empereur, alors à Baden, de venir à la station télégraphique. Une conversation s'établit entre eux, par le moyen des appareils Hughes, dont le mot-à-mot a été publié par le comte Demblin, conseiller ministériel, dans sa brochure intitulée *Czernin et l'affaire Sixte* (2). Au cours de cette conversation, l'empereur Charles déclara qu'il n'avait adressé aucune lettre politique à son beau-frère. Mais cette conversation ne prouve rien, car elle avait lieu devant deux témoins dont l'un — l'employé préposé à l'appareil de Bucarest — était inconnu de l'Empereur, et pouvait fort bien être un officier allemand. Une circonstance aggravante vient d'ailleurs peser sur Czernin, si l'on rapproche le texte de la conversation télégraphique des événements qui suivirent. Car d'après la version publiée par Demblin, Czernin prononça les phrases suivantes devant l'appareil : « Je prie instamment Votre Majesté d'attendre jusqu'à demain avant d'expédier aucun télégramme, ou de publier aucun communiqué. Je serai à Vienne demain soir, et il faut absolument que je m'entretienne au préalable avec Votre Majesté. Je crains que Votre Majesté n'oublie une lettre qu'elle a pourtant dû écrire, sans quoi Clemenceau joue un jeu très dangereux, s'il n'est pas en mesure de montrer le document dont il parle. *Je vous prie donc instamment d'attendre mon arrivée, car dans les circonstances actuelles aucune faute n'est permise.* Il s'agit évidemment de lettres adressées au prince de Parme, dont le contenu, naturellement, échappe à ma connaissance. Je vais immédiatement faire dire à Berlin que Clemenceau a menti, que notre réponse va suivre incessamment, et je vous prie encore une fois de ne faire absolument rien avant mon retour, sous quelque prétexte que ce soit ».

L'Empereur avait promis de ne rien faire avant d'avoir revu Czernin. Mais celui-ci, aussitôt après la conversation précitée, — dont il aurait pourtant dû reconnaître le caractère précaire, en raison de la présence de deux témoins non qualifiés, — s'empressa de donner l'ordre au ministère de publier un communiqué disant que « les données de M. Clemenceau étaient mensongères d'un bout à l'autre ». Ce communiqué (daté du 10 avril 1918) mit le feu aux poudres; car il eut pour résultat la publication *in extenso*, par le gouvernement français, de la première lettre de l'Empereur au prince Sixte. Immédiatement après s'être mis d'accord avec l'Empereur, Czernin avait donc fait *exactement le contraire* de ce qui avait été convenu. Si l'on admet l'authenticité de la bande télégraphique, — et je ne la mets nullement en doute, — il faudrait en conclure que le comte Czernin a eu sciemment l'intention d'exposer le souverain. Il avait accumulé provocation sur provocation, jusqu'à ce qu'il eût enfin arraché à Clemenceau la publication de la lettre en question, déchainant ainsi contre l'Empereur l'indignation de l'Allemagne entière.

Comte A. POLZER-HODITZ.

(1) La seconde lettre de l'Empereur ne contient rien de semblable.

(2) Sans vouloir contester l'exactitude de cette conversation télégraphique, je tiens à faire remarquer qu'une bande de papier imprimée, telle qu'elle sort d'un appareil Hughes, ne peut en aucun cas servir de preuve, puisque n'importe qui peut en être l'auteur; elle ne peut servir de pièce à conviction que si l'employé préposé à l'appareil signe une attestation spécifiant l'heure de la conversation et l'identité des interlocuteurs.

Pourquoi j'ai écrit "Bérinzenne",

Je crois à l'influence de la terre sur ceux qui vivent en contact avec elle. Les paysans la subissent sans l'exprimer. Un écrivain s'en imprègne à son insu d'abord. Puis, il vient un jour où une œuvre est née en lui qu'il lui doit.

C'est mon cas pour *Bérinzenne*. Le lieu qui porte ce nom est sauvage à souhait. Quand on le parcourt, il vous laisse un parfum qui vous suit à la manière de ces odeurs où il entre une mixture à la fois humaine et végétale. Pour la respirer, il n'est pas nécessaire de vivre continuellement dans l'atmosphère qui la dégage. Il suffit d'y penser, de revoir en rêve le pays mystérieux et de laisser se façonner en soi une image conforme à son destin.

C'est ainsi que j'ai écrit *Bérinzenne*. Le pays existe sur les hauteurs entre Spa et la vallée de l'Amblève. La maison, rebâtie sur les ruines d'une ancienne ferme seigneuriale, est là aussi et mon personnage central, Robert Maujean, descend authentiquement du colonel de Bérinzenne, qui vécut et mourut sur une terre à laquelle il a donné son nom.

Mais, j'ai écrit le roman pour donner au site un visage d'aujourd'hui. Mon espoir est qu'on aille, après avoir lu mon livre, chercher la trace de Robert Maujean, qui mourut frappé d'une balle perdue, et à la rencontre de Robert Guy, son fils d'adoption. Tous deux croyant posséder la terre ont été possédés par elle. C'est plus qu'une maîtresse exigeante, c'est une véritable épouse et, se marier avec elle, c'est renoncer à tout ce qui n'est pas son pouvoir. Une autre femme peut entrer en compétition avec elle. Elle a partie perdue, si elle entend se servir de ses atouts personnels, le charme physique, la fantaisie désordonnée et cet amour du mouvement forme larvée de l'égoïsme. C'est le cas de Lise Raymond, vouée à la trahison et dont Bérinzenne efface le souvenir brûlant. Mais Claire Martinchamps peut associer à Bérinzenne son âme transparente et sacrifiée. Si elle aime, si elle souffre, comme la terre elle sait pourquoi. Un souffle d'infini met le songe et la réalité dans le voisinage de Dieu.

Pour moi, écrire ce roman et communier dans l'amour du paysage, ce fut tout un. Pendant les deux années d'un travail entrecoupé de longues promenades aux quatre saisons de ce lieu privilégié, je ne sais ce qui m'a le plus soutenu, de la prédilection pour une terre d'apparence ingrate et pleine de ressources infinies ou de la joie de voir surgir et se préciser en moi des personnages que je demande au lecteur de reconnaître et d'aimer.

HENRI DAVIGNON
de l'Académie royale
de Langue et de Littérature françaises.

CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

La revue catholique
des idées et des faits

Le Prix populiste à une femme belge

A travers de très fins poèmes inspirés par l'amour maternel, je fis, il y a quelques années, la connaissance de Marie Gevers. D'autres vers qui chantaient, sans mauvais lyrisme, les tendresses du foyer, parurent ensuite. Ces entraînant *Brabançonnnes à travers les arbres* eurent d'ailleurs le prix de poésie du Centenaire.

Mais où la rencontre, tout particulièrement, me toucha, ce fut dans *Bruyère blanche ou le Bonheur de la Campine*. J'ai écrit quelque part que ce livre représentait, avec celui de Madeleine Ley : *L'Enfant dans la Forêt*, la première et la plus heureuse expression de la littérature enfantine belge. C'est avec des « *children's books* » de ce genre qu'on a pu reconstituer l'histoire du peuple anglais et qu'on pourra, j'en suis persuadée, reconstituer, dans l'avenir, notre propre histoire, ressusciter l'âme et les parfums de nos contrées.

Du reste, les exemples se multiplient qui classent dans les écrivains de race ceux qui savent séduire l'enfance. Il y a Geneviève Fauconnier. Il y a Simone Ratel. Et il y a Marie Gevers. On l'a comparée à Selma Lagerlöf. Elle a, avec celle-ci, une parenté nordique indéniable.

Un roman pour grandes personnes : *La Comtesse des Dignes* dénotait déjà un tempérament vigoureux. Trop vigoureux peut-être. Cette belle légende de l'Escaut un peu rude, un peu « argileuse » pour mon goût wallon, m'oppressait. Mais vint, tout récemment, *Madame Orpha ou la Sérénade de Mai*. Et toute la fantaisie que j'aime et la grâce ailée des rêves, la chanson fine, nuancée de l'amour...

Les brumes se dissipèrent et sous les buissons humides, tandis que la sérénade se faisait entendre, une femme fut touchée par la grâce du printemps : Marie Gevers donna sa mesure et une œuvre délicate, sensible. Que le Prix Populiste soit venu la classer dans un genre arbitraire, voilà ce que ne manqueront pas d'observer ceux qui la liront. Des critiques s'évertueront à y chercher la marque « peuple ». Ils seront embarrassés. La vie villageoise telle qu'elle est peinte dans ce livre plein de senteurs agrestes et de paysans bien dessinés a des couleurs non pareilles. Elle n'est cependant qu'un décor, ou, si l'on veut, une toile de fond, avec, à l'avant-plan, une famille de bourgeois cossus. Ceux-ci vivent beaucoup plus intellectuellement que des gentilshommes campagnards, d'une culture française d'ailleurs, qui, en plein pays flamand, suffit à les ranger dans une aristocratie respectée.

Mais à quoi bon discuter sur des catégories littéraires encore mal définies et sur l'opportunité d'une étiquette ? En dépit de concurrents illustres et parisiens, Marie Gevers a bien mérité la distinction dont elle est l'objet.

Arrivons-en au festin. Il est fait surtout de souvenirs d'enfance. Qui n'a songé, au moins une fois dans sa vie, à exploiter ce sujet presque sans limites et si fécond en images de toutes sortes ? Mais c'est précisément parce qu'on en a abusé, sous les formes les plus banales, que le genre est devenu difficile, et, la plupart du temps, insupportable. Bien des écrivains ont été inférieurs à eux-mêmes dans l'autobiographie de leurs jeunes années. *Le Roman d'un enfant* est certainement le moins bon des livres de Pierre Loti. Dans *Commencements d'une vie*, Mauriac enlève à son enfance ce climat de fraîcheur en dehors duquel on conçoit mal cet âge pur. Au contraire, la petite fille qui, dans *Madame Orpha*, se révèle, est une amoureuse-née. Ce n'est pas la même chose. Tout l'amour est dans l'esprit d'enfance. Dès lors, il ne

saurait nous paraître inopportun ou gênant qu'à travers les souvenirs de son enfance Marie Gevers entreprenne de nous conter une histoire d'amour.

Et c'est justement ce qui fait l'originalité de son entreprise : cette façon de nous montrer, par transparence, à travers le cristal sans tache d'une âme d'enfant, toute la violence, tout le lyrisme de la passion.

Rien de vil, rien de bas n'effleure les rêveries de la fillette qui, tout yeux, tout oreilles, observe les gens et guette les commentaires de l'office. Il est vrai qu'elle a, pour veiller sur ses rêves, deux anges gardiens incomparables. Une mère très saine de cœur et d'esprit, logique et vaillante, qui n'est pas sans rappeler la sympathique Sido de Colette. Elle sait que le meilleur moyen de préserver les petits des dangereux effets du scandale et des séductions de la médisance, c'est de leur expliquer simplement et sainement les choses. De les leur expliquer « avant que d'autres ne leur racontent Dieu sait quelles sottises ».

Du père, il y a, au long du roman, des portraits qui en font le personnage le plus attachant. Un original qui emploie à faire de la reliure les loisirs que lui laisse la conduite de sa propriété. Il adorait chasser. Mais il a tant d'exquise bonté d'âme que le cri d'agonie d'une souris lui chavire le cœur et il ne se sert plus de son fusil que pour étourdir le perroquet de la voisine qui dévaste les poiriers. Cet homme a aussi un respect infini pour la conscience d'autrui et les secrets des autres. Il donne à sa fillette et à ses amis une perpétuelle leçon d'indulgence et de compréhension. Sans prêcher, d'ailleurs. Il oublie le mal qu'on dit et ne retient que le bien qu'on a fait. Parce qu'il vit ainsi, serein, dans une zone de bonté, les commérages et les méchancetés se heurtent à un mur impénétrable. Il entend, sans les accueillir, les propos qu'on tient sur son jardinier qui s'est épris de M^{me} Orpha, la femme du receveur. Il refuse de le renvoyer : « *La morale ne gagnerait rien à ce que je le prive de travail et de pain, en plein hiver, dit-il. Et on ne sait jamais qui a les torts dans ce genre d'histoires.* »

Avec cette miséricorde et cette humilité propres aux grandes âmes, il laisse Dieu seul juge de la conduite des hommes. La pitié est d'ailleurs pour lui l'argument irrésistible.

« *Je me rappelle tout ce que j'entendais dire des amours d'Orpha et de Louis, tout ce que j'observais moi-même, écrit la narratrice. Mais je ne m'en souviens ni quand je le voudrais, ni comme je le voudrais.* »

La perfection du récit tient précisément dans cette libération du temps. Ceux qui parlent de leurs souvenirs d'enfance se laissent d'ordinaire asservir par un ordre chronologique qui a chance de déformer le réel. Marie Gevers a senti que les impressions d'enfance ne sont vraies que sous le signe de la durée. C'est comme une musique qui, à l'occasion d'une image, alerte la mémoire : « *Pour percevoir l'histoire d'Orpha et de Louis, il me faut la chercher, non pas directement dans le passé, mais parmi les choses d'alors, c'est-à-dire dans une vie d'enfant, au jardin de mon père que Louis cultivait. Que je retrouve deux ou trois notes, tout le trait suivra ; que je regarde « à côté » et je verrai ces choses, comme le postillon de la Grande Ourse. Que je saisisse une couleur, une saveur, une lumière de ce temps-là et leur amour renâtra de la mer chantante du passé comme la buée du printemps en ce jour de mon enfance, comme Venus de l'écume. Je retrouverai leur histoire, comme on découvre la nébuleuse d'Orion par les claires nuits de gelée sans lune.* »

Cette fillette à qui les étoiles sont familières et qui, sous la direction de sa mère, apprend la syntaxe dans *Télémaque* retrouve sans peine, dans le ciel de ses songes enfantins, une mythologie où les destins d'Orpha et de Louis se sont confondus. Elle pressent l'amour de Tristan et d'Yseult, un amour tout-puissant, une force élémentaire de la nature et aussi la détresse

sans grandeur, du receveur, un roi Marck aux jambes grêles, aux gestes maladroits. Il y a quelque parenté entre ce qu'elle éprouve, et le sentiment des gens du village, qui tout d'abord se scandalisent, puis opprésés eux-mêmes par une sorte de mystère laissent percer dans leurs blâmes comme un respect.

On parle d'ailleurs d'un sort. N'est-ce pas à la fête du printemps, à la Sérénade de Mai, par une nuit sans lune, que M^{me} Orpha, cette fille sage, et le Louis tranquille se sont sentis bouleversés et tout à coup, transportés dans le seul climat où ils pouvaient vivre, respirer?

Et pour la fillette, la tiédeur de ce climat est comparable à celle du printemps qui baigne en ce moment les choses et de l'été vers lequel tout l'être se tend.

Le cœur de l'enfant, l'œuvre de Marie Gevers sont pénétrés d'un panthéisme spontané et sincère. Les douceurs de la terre sont des explications du Paradis. Et la bonté du livre est ainsi faite de l'odeur du jardin, de toute cette « honnêteté » des besognes ménagères et champêtres qui sont liées à la ronde des saisons et en accompagnent la poésie. C'est la vie, la vie simple, l'œuvre de choix qui veut beaucoup d'amour.

Tout s'y enchevêtre, tout s'y entre-croise, tout s'y enchaîne. Et le symbole et la réalité pour la petite fille se décalquent l'un sur l'autre. On ne pourrait mieux rendre l'atmosphère et la magie d'un univers enfantin, suggérer avec plus de finesse ses rapports avec le nôtre, préciser davantage sa perspective.

Marie Gevers sait ajouter, à la souplesse naturelle de son style, des anecdotes qui ont ce petit goût salin dont se charge, à certains jours, le vent de Campine. Parce qu'il est vrai, poétique, enchanteur et profond, parce qu'il éclaire un paysage de chez nous et à travers l'âme d'une enfant, le visage de l'amour, son roman est vraiment très beau. Lancée par les membres du jury du Prix Populiste, la roue du hasard s'est arrêtée sur une couleur heureuse.

JEANNE CAPPE.

Xénophon, M. Delatte et l'humanisme

M. Delatte, professeur à l'Université de Liège, vient de consacrer à Xénophon un remarquable ouvrage : *Le troisième livre des Souvenirs socratiques de Xénophon* (1). Je l'avoue avec honte : du Xénophon du collège, qu'il s'agisse de l'*Anabase* ou des *Mémorables*, il ne m'était resté qu'un souvenir confus où s'équilibraient un ennui monotone et un doux agrément dont la ferveur était trop tiède pour soulever un enthousiasme durable. Les extraits des *Mémorables* que nous traduisions en quatrième gréco-latine étaient incapables de rayer notre imagination de ce trait de feu qu'attendait notre impatiente et poétique jeunesse. En fait, l'aimable Xénophon est austère, et la plupart des professeurs d'humanités s'y prennent gauchement avec lui. Les maigres idées philosophiques que « l'abeille attique » distille sans peine pourraient servir de base à un commentaire qui ne serait pas sans profit pour le développement en souplesse de l'intelligence des « moins de quinze ans ». Mais Xénophon est difficile à interpréter, malgré la lucidité de son style et la transparence de sa pensée. Nous ne nous en doutions guère lorsque notre adolescence abordait avec

entraîn le premier auteur grec dont le périple flattait sa vanité studieuse. Et pourtant une étude de Xénophon, menée d'après la méthode de M. Delatte par un habile professeur de quatrième ou de troisième, décantée évidemment de son appareil scientifique et de ses préoccupations universitaires, inoculerait sans aucun doute un puissant intérêt à la traduction de cet auteur. Il s'agit, en effet, en toute traduction (on l'oublie un peu trop), de pénétrer jusqu'aux structures mêmes de la pensée qui s'exprime dans le langage, de saisir cet indiscernable point de fusion de l'idée immatérielle et du mot, la concaténation des pensées et le déploiement en tous sens d'une lumière centrale.

M. Delatte est passé maître dans ce jeu de l'intelligence, jeu souverain où éclate cet esprit de justesse dont Pascal célébrait « la force et la droiture ». L'auteur le plus médiocre — et Xénophon, sans être un maître n'est pas médiocre — qui serait étudié selon de telles préoccupations, est capable d'attirer l'élève le plus hostile ou le lecteur le plus rebelle. Rien n'est plus passionnant pour l'intelligence que ce jaillissement frais et printanier d'une pensée quelconque en sa vivante sève. La méthode dont use M. Delatte, et qu'il faut préconiser après lui, est l'évidence même. Mais qui s'en soucie pleinement? Qui donc attire l'attention sur les difficultés de la recherche ainsi conduite? Avouons-le : ils sont peu nombreux les professeurs de l'enseignement moyen qui s'astreignent à cette discipline. Celle-ci réclame un effort de pénétration dont notre paresse et surtout la routine d'une explication annuellement répétée s'accoutument malaisément. Qui dira le profit, pour la formation intellectuelle de l'élève, d'une méthode qui nous livre une intelligence en plein rendement de ses rouages, surtout quand il s'agit d'une pensée, telle celle de Xénophon, qui, ne visant point à d'insondables profondeurs, étale avec simplicité un contenu dont l'assimilation n'est pas rebutante?

Il faut le dire, malgré les sarcasmes que pourrait attirer cette allégation de M. Delatte chez les détracteurs, aujourd'hui nombreux, des Humanités : « L'intérêt historique et la valeur éducative » des *Mémorables* sont énormes, et on ne rend pas à ce livre la place qui lui est due dans la formation des jeunes esprits. Pensée bourgeoise! Morale bourgeoise! affirmera-t-on. On abuse de l'adjectif. Il s'agit avant tout d'un certain code spirituel qui a fait ses preuves et qui est présenté par Xénophon, dans la bouche de Socrate, avec la clarté qui convient à des intelligences non préparées aux subtiles discussions métaphysiques (lesquelles ont leur immense utilité, mais viendront pédagogiquement plus tard). Peu importe pour l'instant que le Socrate de Xénophon ne coïncide pas avec le Socrate de l'histoire ou le Socrate platonicien. Un tel problème est capable d'exciter l'attention des élèves, mais il passe au second plan devant ce que M. Delatte appelle si justement « la valeur éducative » des *Mémorables* de Xénophon. C'est la merveille de cet auteur : on dirait qu'il a expressément écrit pour la jeunesse de nos collèges. On aura beau, plus tard, mépriser son trop grand bon sens (la chose du monde la moins partagée), ainsi que nous le faisons tous instinctivement, on aura beau le regarder de toute la hauteur de ces raisonnements à pic où notre orgueil se complait, c'est pourtant sur des bases fort analogues à celles qu'il nous propose (sauf quelques inévitables réserves) que nous édifions, dans l'âge mûr, la plupart de nos constructions philosophiques ou de nos réflexions sur la vie. Certes, la pensée de Xénophon est maintes fois schématique, ou même trouée de lacunes, mais c'est l'épure qu'il nous trace et que notre jeunesse, par la faute de nos professeurs, contempla avec trop de hâte, qui délimitera le sens de bon nombre de nos attitudes théoriques et pratiques devant les divers problèmes que soulève l'existence humaine et ses multiples ramifications. Vu de biais, le savant et pénétrant ouvrage de M. Delatte acquiert une importance qui ne sera pas mésestimée par la critique. Disons-le à l'honneur d'un de nos plus éminents

(1) Bibliothèque de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège, Paris, E. Droz, 1933. Il s'agit de l'ouvrage communément et inexactement appelé : *Mémorables*.

philologues : son livre a une valeur philosophique du meilleur aloi, parce que, nous restituant un Xénophon authentique, il nous livre du même coup une pensée lourde de tout un poids humain.

C'est ici le lieu de parler du mouvement *Humanisme* dont M. Delatte est un des plus ardents défenseurs, sinon la cheville ouvrière. Son livre n'est qu'une application, à un cas scientifique-limité, des idées que défend *Humanisme* et dont il est le protagoniste. Oui ou non, les Humanités, au sens courant du terme, ont-elles une valeur formative incontestable et première? On tente de plus en plus à le contester, et certains essais récents (sans parler des programmes officiels qui réduisent de plus en plus le latin et le grec à la portion congrue) visent à substituer à la traditionnelle prépondérance de l'éducation classique par l'étude des auteurs anciens un système d'« humanisme » dit « nouveau », dont la base serait constituée par l'étude des auteurs qui ont écrit dans les diverses langues vivantes européennes et qui se sont succédé de la Renaissance à nos jours.

* * *

Débrouillons tout d'abord l'écheveau psychologique et philosophique du débat. Il est certain que la réaction antihumaniste est dotée d'un coefficient affectif dont les zélotes ne perçoivent pas toujours l'importance. Si l'on veut aller jusqu'à ses substructions les plus cachées, on découvrira — ne craignons pas de l'affirmer — le vieil esprit de rébellion, legs de la Renaissance et surtout de la Réforme, contre les pures données de l'intelligence. La position ultracalviniste de la théologie d'un Karl Barth, par exemple, est assez symptomatique à cet égard. Au fond, ce que l'on vise, en attaquant les Humanités au nom de l'esprit moderne et de la grandeur des œuvres littéraires qu'il a engendrées, c'est un bouleversement radical de la culture et de la civilisation, une refonte complète de la nature humaine *selon des normes uniquement anthropocentriques*. Il peut paraître outrecuidant et romantique de prétendre que l'étude de Milton ou de Goethe, de Shakespeare ou de Heine, prise comme base *exclusive* de la formation intellectuelle de la jeunesse, puisse conduire à des conséquences métaphysiques aussi capitales. A cela nous répondrons que le mouvement littéraire et philosophique issu de la Renaissance est indéniablement dirigé par un espoir ardent de libération de l'homme à l'égard de toute contrainte extérieure ou intérieure. Le cas d'un Goethe, dont aucun « Humanisme nouveau » ne pourrait se passer, ne doit pas faire illusion : la maîtrise de soi dont il fait preuve est au service d'un *naturalisme* ouvertement et splendidement étalé.

Nous touchons peut-être ici au point le plus névralgique de la

dispute, là où l'équivoque, se glissant avec aisance, vient brouiller toute perspective. Les auteurs anciens, latins ou grecs, vivent, eux aussi, sur un fonds métaphysique (conscient ou inconscient) naturaliste. Mais il s'agit d'un *naturalisme* ou d'une *anthropologie naturaliste* bien différente de celle qui alimente de ses feux la plupart des grands auteurs modernes. Le naturalisme antique est pur : pour parler le jargon des philosophes, disons qu'il est un naturalisme *phénoménologique*, c'est-à-dire un naturalisme qui se contente des données de la raison humaine, sans se préoccuper de la dignité métaphysique, *première ou dérivée*, de cette raison. C'est pourquoi l'Eglise a pu assimiler, avec une si déconcertante facilité, une immense partie de l'héritage antique : le Moyen âge chrétien a pu se nourrir d'Ovide, malgré ses bassesses, il ne l'aurait pu de Goethe. Le naturalisme, moderne ou « nouveau », est, en effet, un naturalisme *proprement métaphysique* qui installe l'homme et la raison humaine (ou les passions humaines) au-dessus de toute règle, comme étant à lui-même *sa loi*. Un tel humanisme a conduit infailliblement, par une descente lente, mais progressive, de l'exaltation de la Renaissance à l'affreuse stagnation morale dont nous souffrons aujourd'hui.

Il est clair que l'humanisme antique, en sa pureté *phénoménologique*, peut être branché, soit sur un ordre culturel chrétien qui essaiera de le surélever par la Grâce, soit sur un type de civilisation rationaliste et anthropocentrique. L'histoire nous révèle l'existence de ce double courant dont le danger, inégal d'ailleurs, est incontestable : humanisme chrétien et humanisme de la Renaissance présentent, à nos yeux, des déficiences qu'il serait opportun, si nous en avons ici le temps, de souligner. Contentons-nous de dire que le mouvement *Humanisme* (1) fait abstraction de ces possibilités. Il aspire simplement à maintenir, en un « monde cassé », l'existence de ce que Chesterton appelle si justement *l'homme éternel*, l'homme qu'une tradition venue du fond des âges, illuminée par Athènes et par Rome, a transmis, à notre temps, avec les valeurs de vérité et de beauté qu'il comporte et qui resteront inébranlables parce qu'établies en *nature*. Tous les hommes de bonne volonté, les croyants parce qu'ils savent que la grâce n'abolit point la nature, les autres parce qu'ils savent qu'on ne délaisse pas l'intelligence sans péril, ont le devoir d'y adhérer.

La tâche à laquelle M. Delatte consacre ses efforts, et dont ses travaux sont l'illustration pratique, fait de lui un maître humaniste. (sic)

MARCEL DE CORTE,
Assistant à l'Université de Liège.

(1) Il compte aujourd'hui 1.600 membres et espère fermement arriver à 2.000 dans un bref délai. Une section de propagande vient d'être créée en pays flamand. Cotisation : 5 francs (en échange de la revue *Humanisme*). Comptes chèques postaux 146.822.

Les idées et les faits

Chronique des idées

« Les Vertus bourgeoises »

Ce roman historique, de Henri Carton de Wiart, paru en 1910, méritait assurément, après cinq lustres écoulés, les honneurs de la réédition. Ce n'était pas une œuvre de jeunesse, puisque la quarantaine avait sonné quand elle vit le jour, mais elle n'a pas vieilli, elle ne porte pas de rides, elle a même gagné encore en actualité. L'inspiration, l'idée-maitresse, le cadre, la langue sont assurément aussi bien d'aujourd'hui que du début du siècle. La passion de l'indépendance, attisée par la guerre, jette encore plus d'éclat, comme elle alluma plus

d'héroïsmes qu'en 1789-1790. Le conflit qui sépara les statistes à la Van der Noot des novateurs à la façon de Vonck subsiste encore entre conservateurs un peu étroits et réformateurs de l'État un peu hardis. La faveur dont jouit le régionalisme en même temps que le succès des études folkloriques ne font que raviver l'intérêt qui s'attache à la résurrection du Bruxelles de la fin de l'ancien régime. Quant à la manière, l'auteur, écrivant aujourd'hui, n'y changerait rien. Il serait toujours le narrateur qui se complait aux détails précis, à la Walter Scott, le narrateur élégant qui achève sa phrase et la rythme harmonieusement, friand du terme propre, même de l'expression technique, un écrivain aux manchettes de Buffon, prédestiné à l'Académie. Je n'entends pas d'ailleurs qu'il manque de vivacité et il est visible qu'avec l'idée qui s'exalte, avec le sentiment qui s'échauffe, son style s'anime aussi

et se colore. Se resserrerait-il aujourd'hui et sacrifierait-il son naturel penchant à la prolixité? Je ne crois pas que la tribune parlementaire soit école de laconisme. Chez Carton de Wiart, le romancier-historien est aussi abondant, exubérant même que l'orateur. J'estime pour ma part que si les trois cents pages des *Vertus bourgeoises* gagneraient à l'émondage, elles sont cependant toutes chargées d'intérêt. La jeunesse écoutera ces beaux et longs récits, comme dans la Grèce on prêtait à Nestor une oreille complaisante et charmée.

Carton de Wiart a très intelligemment traité le roman historique, il ne sacrifie pas la vérité historique à la fiction, il sait mêler celle-ci à l'histoire, sans altération. Tout le roman baigne dans l'atmosphère de l'esprit du temps, et, en réalité, une œuvre comme celle-là explique les faits que retracent les historiens en découvrant la mentalité d'une époque, en analysant la psychologie de ceux qui y ont joué un rôle. La genèse des événements devient palpable parce que ceux-ci se personnifient dans quelques types mis en plein jour. Comme tout s'éclaire, alors!

Quand on a, guidé par l'auteur, fréquenté chez messire Charliers de Longprez, rue des Wallons, homme de robe issu d'une ascendance de magistrats, avocat, attaché par les fibres intimes de son être à la justice, aux formes juridiques traditionnelles, répugnant d'instinct à toute innovation qui lui paraît un désordre, même lorsqu'elle serait un progrès; homme du foyer austère où la vie s'ordonne selon les prescriptions du devoir; homme rivé par toutes ses conceptions aux institutions politiques et sociales de son époque, aux États, aux Corporations, aux Serments, citoyen persuadé que la liberté se concilie de la sorte avec la souveraineté et que cet ancien régime est l'assiette normale de la société, comment s'étonner de sa réaction contre les innovations de Joseph II qui veut d'un seul coup tout bouleverser, uniformiser toutes les inégalités, qui, féru de la philosophie des encyclopédistes, entend légiférer non pas pour le Belge, pour le Brabançon, mais pour l'homme abstrait, l'*homo politicus*. Comment s'étonner, quand on rencontre chaque vendredi à la table de M. de Longprez, dom Placide, jeune moine de Groenendael, à la face réjouie, à la tête farcie de citations sacrées et profanes, comment s'étonner que la suppression des monastères, des couvents soulève de la part de l'ami des moines les plus ardentes protestations, puisque ces mesures liberticides ont leur retentissement jusque dans l'intérieur de sa famille, dans ses relations domestiques? Ce que l'on saisit nettement à travers ce beau roman qui est un grand livre d'histoire, c'est que nos pères, attachés comme à un dogme, à la Joyeuse-Entrée, participant à l'existence corporative, appréciaient par-dessus tout les franchises, les privilèges, les libertés locales, beaucoup plus que la Liberté avec la majuscule emphatique. Ils étaient libéraux mais pas libertaires. Ils avaient dans le sang la haine de la tyrannie, détestaient plus encore les tyranneaux que le tyran, les tyranneaux sur place plus encore que le tyran éloigné de Vienne ou de l'Escurial. Ce qui saute aux yeux, à la lecture des *Vertus bourgeoises*, c'est qu'on aurait passé à Joseph II pas mal de mesures arbitraires, — on en avait subi sous sa mère Marie-Thérèse et elle avait même su se rendre populaire. Mais il est un point où le Belge ne peut tolérer qu'on le tracasse, c'est sa liberté de conscience, son droit de prier Dieu, la sainte Vierge et les saints. Alors on le blesse à la prunelle de l'œil, on l'exaspère, on le met en état d'insurrection. Quand le roi sacristain empiéta sur ce domaine sacré, le Brabant bougea, et avec le Brabant toute la Belgique, hormis le Luxembourg. Et certes, M. de Longprez n'était pas un juriste assez féroce pour ne pas savoir gré à l'Empereur d'avoir supprimé l'odieuse torture, mais il ne lui pardonnera pas de violenter les âmes. Comme il est intéressant de constater qu'un avocat plongé comme lui dans ses livres de droit et ses dossiers, étranger par principe à toute politique, ne résiste pas à l'appel de ceux qui organisent la révolution jusqu'à se rendre à une réunion clandestine chez le cabaretier Dierckx, syndic des Capons du Ri-

vage. Il y entraîne même son fils Thierry, mais sans succès.

C'est en ce jeune homme, qui a renié son sang, ses traditions, sa foi religieuse elle-même, que l'auteur a personnifié l'esprit philosophique. Il rentre de Paris où il a fait son droit, pour n'avoir pu le faire à Louvain ou il s'était compromis dans des bagarres contre le séminaire général, et son retour est admirablement décrit dans une page d'un pittoresque éblouissant. Il revient grisé, intoxiqué par les bobards des encyclopédistes, il a respiré le poison de Rousseau et de Voltaire, il s'est épris de leurs dogmes sur l'innocence de l'homme, sur l'infailibilité de la Raison, le droit souverain du peuple à se gouverner lui-même et par lui-même. Il adore Joseph II, disciple des philosophes autant que son père l'exécra. Et voilà la révolution dans la vie privée avant qu'elle n'explose dans la vie publique. Le voilà en contradiction sur toute la ligne avec son père, avec Hélène sa sœur, avec Isabelle de Penalegos, sa future fiancée. Il est fasciné, envoûté par Paris. Il tourne le dos à sa famille, il rompt avec elle, mais c'est pour tomber dans les filets que lui tendent des aventurières et des aigrefins, intrigantes et intrigants, mais parés d'un prestige irrésistible dès qu'ils se réclament de Paris. Thierry est un snob à qui on a tourné la tête en le flattant. Il est un délirant que la douche du malheur pourra seule refroidir. Il en sera ainsi. Il sera, à la suite d'un duel malheureux qui l'a dégrisé, recueilli par dom Placide à l'abbaye de Groenendael, visité par la grâce d'En-Haut. Criblé de dettes, déshonoré, frappé d'une sorte de malédiction tacite par son père, il se dépêtrera de toutes ces misères, il récupérera l'honneur, il s'engagera dans l'armée de la Meuse, il se couvrira de gloire à Bouvignes, il sera réhabilité, il verra son père, l'inflexible vieillard, vaincu par tant d'héroïsme, se jeter à son cou comme le père du prodigue, en pleine réunion des États généraux.

Mais ce qui est finement observé par l'auteur, c'est que Thierry ne revient à la sagesse, à la foi, au patriotisme que grâce à ce milieu social imprégné de vertus où jouent les plus heureuses influences, celle du religieux, de son admirable sœur Hélène qui lui sacrifie ses économies pour le libérer de toutes dettes; d'Isabelle, sa fiancée, qui lui a gardé sa fidélité. Il suffit que les corrupteurs s'éloignent pour que les vrais amis s'approchent et le sauvent.

Tout le roman est dominé par la figure de Van der Noot, longtemps l'idole du peuple. Il apparaît là dans tout son rayonnement, mais aussi dans son incompréhension politique. Il a voulu calquer la Belgique sur l'Amérique. Notre Franklin a rêvé les *Etats-Belgiques-Unis*, le gouvernement, le pouvoir fédérateur aux mains d'une oligarchie profondément divisée. Il a su tailler, mais pas coudre. Cet admirable mouvement de résistance, où s'est déployée la valeur de Van der Meersch, de Schoenfeld entraînant les masses, devait aboutir à un lamentable fiasco. Il n'est que de lire ce suggestif roman pour sentir combien la popularité de Van der Noot n'était que mousse, suivant l'expression de Léopold II. J'oserais dire que par cet ouvrage bien construit on pénètre dans l'intimité de ces personnages, acteurs d'un grand drame, mais impuissants à maîtriser les événements qui les débordent de toutes parts.

Enfin, je ne connais pas de livre qui soit une évocation plus prestigieuse du vieux Bruxelles, monuments, mœurs, état social. Il y a là une peinture de l'Allée-Verte, le Longchamp de l'époque, une description de la fête donnée par le gouverneur de Saxe-Teschén et la gouvernante Marie-Christine au château de Schoonenberg, un tableau de la Procession du Saint-Sacrement de Miracle, de sa concentration sur la Grand'Place dans le cadre magique de l'Hôtel de Ville et des maisons historiques, bref, il y a dans ce volume une reconstitution de notre capitale à la fin du XVIII^e siècle qui est d'une incomparable splendeur.

La jeunesse à qui ce m'est un devoir de recommander la lecture de ce livre d'un de nos maîtres de la plume s'y instruira du passé, s'éprendra d'un sain enthousiasme pour ses beautés artistiques et y puisera de salutaires leçons qui éclaireront sa marche.

J. SCHYRGENS.